

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

**L'emprunt
est couvert
La Guerre
est rentable**

Quand les rats quittent le navire...

Quand les rats quittent le navire, c'est que l'engloutissement n'est pas loin. C'est cette réflexion issue d'un aphorisme populaire qui nous vient à l'esprit en considérant la nouvelle manœuvre à laquelle s'efforce, par la plume de son chef Maurice Thorez, le parti communiste.

On l'a déjà deviné, le navire auquel nous faisons allusion, c'est le Front populaire. Ce navire — un vrai « bateau » en effet — qui devait porter, on s'en souvient, vers de riants rivaux les espoirs du peuple travailleur, s'est échoué lamentablement sur les hauts fonds de la Finance. Et la désillusion grandit de jour en jour parmi ceux qui avaient foi et confiance dans les destinées du Front populaire. Cette désillusion risque de porter, par incidence directe, un coup sensible aux partis qui s'en firent les artisans et particulièrement au Parti communiste.

Il est donc urgent de trouver une nouvelle plate-forme de démagogie pour parer au désenchantement des masses chaque jour plus inquiètes devant la montée des périls (péril de guerre, péril de réaction, péril de gêne et de misère) et de détourner ce désenchantement vers une position de repli plus ou moins gauchiste.

De là, la nécessité pour les rats stalinien de s'enquérir d'un autre gîte.

Le Bureau politique du P. C. a donc demandé au citoyen Honel, député et maire de Clichy et docile créature de « l'appareil », une lettre ouverte sur le malaise du Front populaire.

Avec ce ton papalard dont la mode s'est si rapidement installée dans les écrits et les propos officiels des dirigeants stalinien, Honel fait le procès des manquements innombrables à la foi jurée aux électeurs de mai 1936 : les trusts demeurent tout-puissants, la vie chère organisée, les dévaluations, la répression sanglante (Clichy, Melba, etc.), la réaction, les gagouards en liberté, etc., etc. Ah ! comme Honel se lamente bien ! Comme il interprète bien les déceptions de ses mandants, les ouvriers de Clichy-Levallois ! Et Honel va jusqu'à signaler à son chef que dans la classe ouvrière « le souci de vigueur s'exprime chez certains par le désir d'aller au delà de la formation du Front populaire, par la constitution d'un Front ouvrier ou d'un Front révolutionnaire ».

Elle nous intéresse à double titre : d'une part, car elle tend à ménager une position de repli au P. C. pour échapper aux conséquences de ses responsabilités dans la faillite du Front populaire ; d'autre part, par le nouveau tournant vers la gauche dont elle semble être l'esquisse première.

Dans la critique des fautes et des erreurs du F. P., Thorez ne fait que reprendre, en

les développant, les thèmes d'Honel. N'ayant été dans la combinaison que partie prenante, sans vouloir assumer aucune responsabilité directe, le P. C. a beau jeu à dénombrer les « erreurs » du Front populaire. C'est l'affaire à leurs alliés socialistes de leur répondre à ce sujet. Mais justement à propos des socialistes, Thorez revient sempiternellement sur ce thème que l'unité politique si obstinément réclamée par lui, si elle s'était réalisée, aurait apporté des moyens d'action qui eussent empêché la dégénérescence rapide du Front populaire. Là encore c'est affaire aux socialistes de leur répondre. Mais on comprend quand même à quel point il est facile et cynique le jeu qui consiste à rejeter sur les socialistes la responsabilité d'une faillite non pas due au manque d'unité mais aux trahisons politiques dont les dirigeants stalinien (« Il faut savoir terminer une grève ») portent une part aussi large que celle des socialistes.

Se haussant ensuite à la grande politique historique, Thorez affirme que « l'alliance profonde et durable de la classe ouvrière et des classes moyennes, avant tout de la paysannerie, est une condition absolue de la victoire de la classe ouvrière ». Et de rappeler 1848 et la Commune et de citer Marx, etc.

Tout cela est très joli, mais le malheur, c'est que dans cette alliance c'est toujours la classe ouvrière qui fait les frais.

C'est ici l'occasion de rappeler cette vérité que nous avons à maintes reprises développée que dans cette alliance conditionnelle c'étaient les classes moyennes qui en attendant leur assimilation progressive devaient être à la remorque du prolétariat. C'est la politique inverse que le Front populaire a exercée.

Et quand les grèves de juin ont donné la primauté absolue au prolétariat, les dirigeants communistes ont été les premiers non seulement à la freiner, mais encore à la renverser.

Aujourd'hui, sentant le danger d'une désaffection des masses, les chefs communistes voudraient se ménager un terrain de retraite. C'est ainsi que Thorez parle maintenant de « l'action qui peut et doit permettre au FRONT OUVRIER et au Front populaire d'aller vers de nouveaux succès ». Thorez n'en est pas à un « front » près. Après avoir tenté de lancer le « Front des Français » qui mourut d'ailleurs avant d'avoir vécu, et maintenant que le Front « populaire » n'est plus qu'une expression vide de sens, Thorez entreprend, dans le but de rallier les masses, de semer une confusion nouvelle en accolant au Front populaire le vocable vierge d'« ouvrier ».

Attention ! Il y a là sans nul doute une nouvelle combinaison en perspective à laquelle

nous devons être attentifs. Il ferait beau voir que les valets de Staline qui depuis trois ans se sont livrés à la plus méprisable surenchère nationaliste et patriotarde et qui ont ruiné par leur opportunisme égoïste les aspirations ouvrières, tentent aujourd'hui un redressement à gauche.

Le Front ouvrier et le Front révolutionnaire, ils ne sont réalisables qu'en dehors des partis politiques qui, placés devant les responsabilités de l'action ouvrière, n'ont su et voulu que trahir celle-ci.

Au grand bénéfice du capitalisme et de la réaction.



Il est bien entendu que celui qui a du fric n'est pas en cause. Le bénéfice, le champ est pour le mieux dans le meilleur des capitalismes, celui-ci fut-il républicain et français.

Il y aura place aussi pour les dévoués auxiliaires de la police et de la magistrature qui, comme l'immonde Tamburini, ont droit sans conteste à l'appui et à la protection des sbires sarrautins.

Nous l'avons dit et nous le répétons, PRENONS GARDE POUR NOUS-MEMES ! Si nous laissons s'accomplir l'essai d'application des méthodes totalitaires sans nous y opposer de toutes nos forces, bientôt notre tour viendra.

C'EST POURQUOI NOUS APPROUVONS CHALEUREUSEMENT LA S.I.A. DE S'ENGAGER A FOND DANS CETTE CAMPAGNE POUR LE RESPECT DU DROIT D'ASILE ET DE NE NEGLIGER AUCUN EFFORT POUR CONTREBATTRE CETTE OMBREUSE MESURE.

TOUT DOIT ETRE MIS EN ŒUVRE POUR QUE CETTE CAMPAGNE ABOUTISSE A DES RESULTATS POSITIFS.

A BAS LES DECRETS SCÉLERATS. DROIT D'ASILE POUR TOUS LES PROSL'UNION ANARCHISTE.

Voir en 6° page : Le mouchard Tamburini sous la protection des autorités françaises.

100.000 hommes à abattre

La chasse à l'homme continue de plus belle. Sarraut vient d'ajouter un nouveau fleuron à la couronne d'infamie de ses décrets scélérats contre les étrangers. La presse nous a appris avant-hier par la publication du deuxième décret sur les étrangers que notre république Front populaire était bien décidée à ne rien envier aux régimes totalitaires en matière de répression et de persécution.

Ce décret fixe, à l'âge de quinze ans la limite au delà de laquelle tout étranger sera considéré comme gibier par les sbires de Sarraut.

Il paraît que les gens de la rue des Saussaies estiment à 100.000 le nombre des étrangers à éliminer de notre « douce France. 100.000 HOMMES A ABATTRE !

On a donc bien raison de dire et il est parfaitement vrai que les pauvres n'ont pas de patrie.

On a-t-on raison de dire que les riches en ont une ? Non.

Ne sursautez pas. Attendez un peu. Je sais bien que ce « non » s'oppose à une affirmation si vieille déjà et tant de fois répétée que, de prime abord, cette négation semble tenir du paradoxe.

Je dis que, tout comme les pauvres, mais pour des raisons exactement contraires, les riches n'ont pas de patrie.

Sans doute, on peut soutenir que les

Politique de classe

Un fait important s'est produit ces derniers jours : la réunion du Conseil de la S. D. N. Un autre fait domine cette séance : le refus opposé par la majorité de donner suite à la demande du gouvernement espagnol d'en finir avec la non-intervention. Le Conseil, en repoussant la proposition de del Vayo, a montré clairement dans quel sens il inclinait vis-à-vis des événements d'Espagne. N'en soyons pas surpris. L'accord italo-anglais comporte des contre-parties qu'on ne saurait passer sous silence. Un camarade averti me le signale dans une lettre dont je tiens le plus grand compte. En l'occurrence, me dit-il, cette contre-partie, c'est l'écrasement de la Révolution espagnole et par conséquent le soutien de Franco. Cette attitude délibérément adoptée par l'Angleterre et, à la suite de celle-ci, par la France, est d'ailleurs dans la logique des événements tels qu'ils se sont déroulés depuis juillet 1936. Tout cela est exact. Ce qu'on appelle la non-intervention de ces deux pays n'a fait qu'exprimer le préjugé défavorable des gouvernements à l'égard du mouvement révolutionnaire ibérique. Paris et Londres eussent sans doute soutenu ouvertement Madrid, pour des motifs impérialistes, s'ils n'eussent craint que le succès des gouvernements n'amenât la chute du régime capitaliste en Espagne. Le rôle qu'assumaient les organisations de classe du prolétariat espagnol et particulièrement la C.N.T. et la F.A.I., les conduisait à craindre une pareille éventualité dont les conséquences eussent été considérables. LASHORTES.

(Lire la suite en 2° page.)

SANS PATRIE

par
Sébastien Faure

On entend dire fréquemment : « Les riches ont une patrie ; les pauvres n'en ont pas. »

Que les pauvres n'aient pas de patrie, ce n'est que trop vrai, puisque nulle part ils ne sont chez eux.

La terre qu'ils cultivent n'est pas à eux ; la maison où ils logent n'est pas à eux ; leur appartement pas ; l'atelier dans lequel ils produisent, le magasin dans lequel ils sont employés sont à leur patron ; les compagnies de transport, de gaz, d'électricité, de mines, d'assurances, les établissements de crédit, les grands magasins, les vastes usines, les administrations qui les emploient sont la propriété des actionnaires et obligataires, des trusts ou de l'Etat.

Rien n'est à eux, rien : pas même le produit réel de leur travail, puisque, en échange des richesses qu'ils créent, et en rémunération de l'effort qu'on exige d'eux, il ne leur est concédé — et encore faut-il qu'ils luttent âprement pour la conquérir — qu'une rétribution représentant tout au plus ce qui leur est indispensable pour rester vivants et valides (car le travail ne se fait ni avec des cadavres ni avec des malades). le surplus leur étant extorqué, au titre de bénéfice légitime, par le monde capitaliste dont ils sont tributaires.

Tel est le sort qui échoit aux pauvres, dans le pays qui les a vus naître.

Qu'ils en soient chassés par le manque de travail ou par toute autre circonstance et qu'ils se trouvent dans la cruelle nécessité d'aller chercher dans un autre pays la pitance et le toit dont ils ont besoin, et leur situation ne fait qu'empirer.

Soumis à de multiples formalités, à des lois inflexibles, à une réglementation tracassière, mal vus de la population dont ils parlent difficilement la langue, plus

exploités encore que les travailleurs nationaux, ils ne connaissent que rebuffades, vexations, brimades, humiliations, misère et persécution de toutes sortes.

On a donc bien raison de dire et il est parfaitement vrai que les pauvres n'ont pas de patrie.

A-t-on raison de dire que les riches en ont une ? Non.

Ne sursautez pas. Attendez un peu. Je sais bien que ce « non » s'oppose à une affirmation si vieille déjà et tant de fois répétée que, de prime abord, cette négation semble tenir du paradoxe.

Je dis que, tout comme les pauvres, mais pour des raisons exactement contraires, les riches n'ont pas de patrie.

Sans doute, on peut soutenir que les

riches ont une patrie : celle des vastes et beaux domaines qui leur appartiennent ; celle des champs et des usines, où tout un peuple de paysans et d'ouvriers peine et produit pour entretenir leur opulente oisiveté ; celle où, faite par eux et pour eux, la loi assure leur domination, la protection de leurs personnes et la défense de leurs biens ; celle où gouvernement, armée, magistrature et police sont à leur dévotion, tandis que les Eglises enseignent aux pauvres la résignation qui leur vaudra les béatitudes célestes.

Mais cette patrie des riches n'est pas enfermée dans les frontières plus ou moins étroites qui la séparent des autres patries. Elle ne s'arrête ni à tel fleuve, ni à telle chaîne de montagnes, ni à telle masse d'eau salée.

(Lire la suite en 6° page.)

EN MARGE DE LA S. D. N.

Gênes écrase Genève

Il est de plus en plus dangereux de ne pas vouloir ouvrir les yeux sur la triste réalité. La paix est compromise, douloureusement compromise et chaque jour qui passe ajoute une maille à la lourde chaîne qui nous attache à la guerre. La classe ouvrière mondiale n'ayant pas su faire « sa » politique en est réduite à faire celle de ses dirigeants et nous assistons impuissants aux discussions plus ou moins académiques des maîtres de la diplomatie, sans pouvoir en dégager une espérance pour l'avenir. Nous payerons demain de notre sang vingt années d'erreurs et de reniements. Quel beau résultat !

Aussi détachés que nous soyons de l'activité officielle, nous ne pouvons pas cependant la négliger, car elle se déroule malgré nous, nous la subissons à notre corps défendant et de là naît la nécessité d'analyser une politique à laquelle nous sommes étrangers et d'en dégager les enseignements qui nous paraissent les plus sages. A ce sujet, la dernière session de la S.D.N. nous offre, une fois de plus, l'occasion de dénoncer la carence des hommes d'Etat qui président actuellement aux destinées d'une humanité qui se rue au suicide.

Il est curieux de constater la satisfaction avec laquelle ont été accueillies, dans les cercles qui se réclament du pacifisme intégral, les déclarations de lord Halifax, déclarations auxquelles s'est associé, avec quelques réserves

sentimentales, M. Georges Bonnet, représentant la France du Front populaire (!). Mais ce qu'il y a de plus curieux encore, c'est que ce sont ces mêmes pacifistes qui sacrifient l'Espagne républicaine à ce qu'ils considèrent comme une chance de paix, qui étaient hier les plus fervents défenseurs de l'organisme de Genève et qui prétendent encore que la paix ne peut être sauvée que par l'organisation de la solidarité internationale des nations.

J. CHAZOFF.

(Voir la suite en 3° page.)

La fête champêtre du LIBERTAIRE du 12 juin s'annonce très bien. Elle sera fort belle. Beaucoup de nos amis nous écrivent, ou passent aux bureaux du LIBERTAIRE et se réjouissent de l'agréable journée qu'ils passeront dans la grande famille anarchiste. Après avoir placé les billets de participation à cette fête, ils en redemandent.

Je rappelle que ces billets de participation donnent droit à une grande tombola gratuite qui sera tirée au cours de cette fête.

Dans un prochain numéro j'indiquerai la liste des lots que nos camarades qui s'occupent de la partie technique de la fête sont en train d'établir. Des amis nous ont même déjà envoyé gracieusement quelques lots, nous les en remercions, leur exemple sera sans doute suivi.

Que tous ceux qui désirent le triomphe de notre grand idéal s'emploient activement et notre LIBERTAIRE une fois

Pour la fête de Livry Pour le "libertaire"

comme le LIBERTAIRE, qui ne dispose que de ses recettes propres pour vivre, d'avoir un fonds d'abonnés très important. L'abonnement assure la stabilité du journal, aussi j'insiste encore une fois auprès de nos amis lecteurs assidus pour qu'ils s'abonnent.

Que tous ceux dont l'abonnement est terminé et qui ont reçu un avis ne tardent pas plus longtemps et envoient rapidement à l'ami Scheck le montant de leur réabonnement.

SEBASTIEN FAURE.

NOTA. — Envoyez tous les fonds à Scheck André, 9, rue de Bondy, Paris (10°). Compte chèque postal : 487-78, Paris.

de plus passera le moment difficile qu'il traverse actuellement et continuera de répandre les idées qui nous sont chères.

Un point sur lequel je tiens à revenir c'est la nécessité pour un journal comme le LIBERTAIRE, qui ne dispose que de ses recettes propres pour vivre, d'avoir un fonds d'abonnés très important. L'abonnement assure la stabilité du journal, aussi j'insiste encore une fois auprès de nos amis lecteurs assidus pour qu'ils s'abonnent.

Que tous ceux dont l'abonnement est terminé et qui ont reçu un avis ne tardent pas plus longtemps et envoient rapidement à l'ami Scheck le montant de leur réabonnement.

SEBASTIEN FAURE.

NOTA. — Envoyez tous les fonds à Scheck André, 9, rue de Bondy, Paris (10°). Compte chèque postal : 487-78, Paris.

AVANT ROYAN Le congrès du parti socialiste

Le Congrès de Royan s'ouvrira dans un moment où les polémiques autour de l'expérience gouvernementale du parti socialiste sont loin d'être closes. La participation au pouvoir des socialistes au lieu d'ébranler le régime capitaliste, comme se le figuraient naïvement les théoriciens marxistes, a bel et bien provoqué des profonds remous dans le parti et risque de provoquer des divisions au moment le plus critique de l'histoire du mouvement ouvrier. Ainsi, le régime capitaliste abrité derrière les marxistes

tes chevronnés, occupés de l'exclusion des militants dont le tort est d'avoir pris au sérieux le programme du Parti socialiste, peut respirer et se remettre des soucis que lui cause une crise paraissant de plus en plus sans remède.

La réaction violente de la bureaucratie socialiste devant les tentatives de certains militants d'étudier, à la lumière des faits, la participation gouvernementale et tirer les conclusions qui s'imposent, prouve une fois de plus l'incapacité des dirigeants marxistes d'étudier les faits et d'orienter l'activité du prolétariat vers le socialisme. Ce refus de se soumettre à l'expérience constitue la caractéristique la plus saillante du socialisme marxiste d'après-guerre.

Or, lorsqu'un homme ou une collectivité se refuse de tenir compte des faits, par aveuglement ou parti pris, il est irrémédiablement condamné.

Tel est malheureusement le cas du mouvement ouvrier marchant sous le drapeau marxiste. Il se refuse systématiquement depuis vingt ans à tenir compte des faits.

Les marxistes qui se targuaient naguère d'être les seuls représentants du « socialisme scientifique » n'ont été capables de tirer le moindre enseignement des événements révolutionnaires d'après-guerre.

Le marxisme est devenu une sorte de talismanisme n'ayant que des rapports très lointains avec la réalité.

Cependant le mouvement ouvrier ne peut vivre sur des recettes plus ou moins « géniales », « mystérieuses » et surtout obscures.

Lire en page 4 les protestations de Moro-Giafferri, Henry Torrès, Depreux, Marcel Fourrier, André Klotz, Gérard Rosenthal, Weil-Curiel, contre les décrets scélérats.

res, tirées d'une réalité depuis longtemps révolue.

Si la classe ouvrière ne veut pas se suicider elle doit chercher à se regrouper sur des positions révolutionnaires que les expériences d'après-guerre lui indiquent.

Les congressistes de Royan sont-ils capables de préciser ces nouvelles positions ? Rien n'est moins sûr.

Les expériences marxistes d'après-guerre ont démontré d'une manière probante :

1° Qu'il est impossible d'instaurer un régime d'économie mixte (nationalisation des industries-clés et secteur privé de l'économie) sans provoquer des conflits mettant en cause l'existence même du régime.

2° Qu'il est impossible de pratiquer au gouvernement une politique socialiste. Le parti socialiste au pouvoir est obligé de faire une politique capitaliste et de défendre les privilèges du régime contre la classe ouvrière.

3° Que la « dictature du prolétariat » est un mythe. Qu'elle finit par se transformer en dictature personnelle.

4° Que le socialisme ne peut être réalisé dans le cadre des institutions étatiques. C'est tout le credo marxiste qui a été démenti par les faits.

La faillite des douces utopies quarante-huitardes que le congrès de Royan enregistrera dans la confusion et l'amertume, n'est qu'une de nature à renforcer les positions de la classe ouvrière.

Le parti socialiste, avec ou sans scission, sortira affaibli en tant que représentant de la classe ouvrière, ce qui ne veut pas dire que toutes les victoires électorales lui seront inaccessibles.

C'est ce que cherchent peut-être les plus qualifiés de ses dirigeants.

Charles ROBERT.

POLITIQUE DE CLASSE

(Suite de la 1^{re} page)

Ainsi, quelle que fût leur forme politique, les gouvernements, dès le début de la guerre civile espagnole, adoptaient, tout en se répartissant différemment le travail d'une ligne de conduite commune : étouffer le mouvement révolutionnaire en Espagne.

La situation actuelle n'est donc point, à proprement parler, nouvelle. Les exigences de la politique de Chamberlain n'ont fait que déchirer le voile d'hypocrisie juridique derrière lequel les gouvernements français et anglais ont dissimulé leurs manœuvres, qui, toutes, tendaient à l'anéantissement du mouvement ouvrier ibérique. Aujourd'hui, la comédie est terminée. En adoptant l'attitude que l'on sait, les gouvernements français et anglais donnent un blanc-seing à Franco et à ses alliés italiens et allemands. Dorénavant, leur action en Espagne ne sera pas contrariée : l'essentiel est d'en finir, et vite, avec cette aventure dont on ne sait pas ce qu'elle réserve. Ainsi Charles IX, cédant, dit-on, aux violences de sa mère, consentait à l'épousage de la Saint-Barthélemy : « Tuez-les, mais tuez-les tous... »

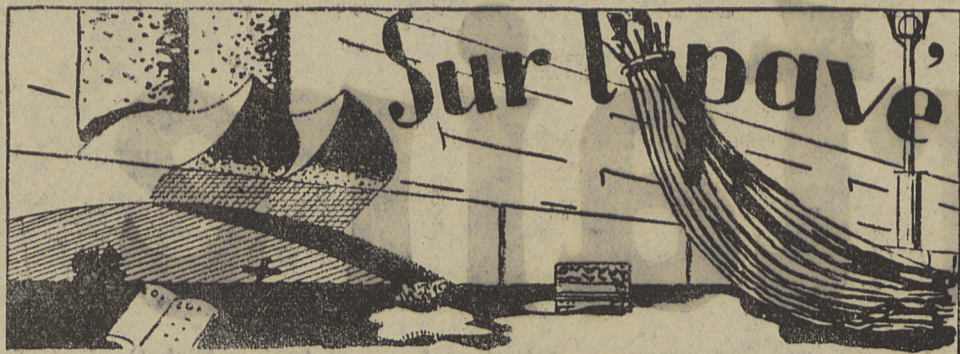
Charles IX ne fut pas le bon marchand de cette sanglante affaire. Les gouvernements français et anglais le seront-ils davantage ? Rien n'est moins sûr. A supposer que les événements militaires prennent le tour qu'ils prévoient, rien ne peut laisser croire que l'Italie s'en tiendra à de vagues promesses d'évacuation de la Péninsule, rien ne peut laisser croire non plus qu'elle abandonnera la politique d'expansion de l'axe Rome-Berlin. En tout cas, Chamberlain court là de gros risques.

Il ne les eût pas courus — et avec lui le gouvernement, désormais vassal, de la République française — si la peur d'un triomphe du prolétariat d'Espagne ne l'y avait contraint. En politique, comme en toute chose, on fait ce qu'on peut. Le caractère inédit de la situation actuelle rend, au surplus, toutes les questions beaucoup plus compliquées que par le passé. La grande nouveauté est ici l'intervention du prolétariat dans le domaine international. Aussi longtemps qu'il s'est agi de rivalités strictement impérialistes, il était assez facile de voir clair et de mener son jeu. Aujourd'hui, et pour la première fois depuis le 19 juillet 1936, le prolétariat a forcé les portes de cette histoire qui se fabriquait jusqu'alors dans l'ombre des chancelleries. La C. N. T. et la F. A. I., en entrant dans la lutte, ont déclenché les réflexes de défense des gouvernements qui ont vu le péril, réflexes auprès desquels les interventions contre la révolution bolcheviste n'apparaissent que comme une pâle préfiguration. Mussolini et Hitler comprennent immédiatement le danger et y parviennent promptement. D'un livre récent paru en Italie, il ressort que, dès la fin de juillet 1936, du matériel et des hommes partaient pour l'Espagne : neuf crématoires, le 4 août, sans lesquels la rébellion de Franco aurait fait faillite, parce que le général rebelle n'aurait pu transporter ses troupes du Maroc à travers le détroit, alors contrôlé par la flotte gouvernementale. Mais les gouvernements « démocratiques » ne tardèrent pas, d'ailleurs, à flaire le même péril, en particulier le gouvernement anglais, dont les vastes intérêts en Espagne eussent été compromis par une victoire de la révolution. Ne pouvant soutenir ouvertement Franco, à cause des réactions qu'une telle politique eût provoquées, ils inventèrent cette « non-intervention » qui devait faire mourir d'inanition le mouvement révolutionnaire. A cet égard, leurs calculs n'étaient que trop fondés. Aujourd'hui, ne craignant plus l'opinion publique avilie et totalement décorée, ils peuvent lever le masque.

La politique de Chamberlain est donc une politique de classe. Elle peut, dans les multiples combinaisons où elle s'exprime, représenter ici ou là, et sur le plan des rivalités impérialistes, un moindre danger. Ce serait une erreur de croire — et cette réserve achève d'éclairer notre dernier article — qu'elle puisse jamais cesser d'être la politique du capitalisme anglais préoccupé d'empêcher à tout prix et avant tout l'émancipation des travailleurs.

Nous concluons précédemment en affirmant que doit s'opposer à la politique de classe de Chamberlain la politique de classe du prolétariat.

LASHORTES.



PROPOS D'UN PARIA

L'école des clochards

Le journal Le Journal vient de publier la photographie de Mussolini prise en 1904.

C'était un charmant jeune homme, et d'une physiognomie fort sympathique.

Il a beaucoup changé...

Sous cette photo, on peut lire la reproduction d'un rapport fait par un agent de police de Lausanne à la date du 24 juillet 1902.

Il s'y trouve consigné que le jeune Mussolini Benito a été arrêté à la date précitée « pour vagabondage à 4 h. 1/4 du matin, sous les voûtes du Grand-Pont, au moment où il sortait d'une caisse dans laquelle il avait passé la nuit ».

Et le sieur Geo London, à qui l'on doit cette évocation, dit que cela constitue « un témoignage hautement évocateur de l'effort triomphant d'une âme fortement trempée ». Il met également en parallèle l'origine modeste du Führer.

« L'un et l'autre, écrit-il, sont nés pauvres. L'un et l'autre ont connu la misère, la faim, la prison. Pour leurs adversaires, il n'y a pas là motif à dédain ou à mépris. Bien au contraire. »

Il convient donc d'admirer.

D'admirer « l'indomptable énergie qu'ils ont déployée » pour asservir physiquement et moralement des multitudes d'individus, pour emprisonner, déporter, voire exécuter tous ceux qui ont sur la vie en société des théories qui ne concordent pas tout à fait avec celles des dictateurs.

M. Geo London écrit pour lui... et ses pairs.

Il nous permettra de ne pas être tout à fait d'accord avec lui sur les vertus qu'engendre chez les humains cette école de la misère et des privations.

Certes, on a cru longtemps que la souffrance, la faim, la misère étaient susceptibles de créer chez ceux qui en sont les bénéficiaires une révolte salutaire.

Les événements contemporains ont démontré qu'il y avait là une illusion qu'il fallait abandonner.

Il y a des millions et des millions d'hommes qui vivent ou ont vécu une vie de misère, de souffrances et de privations, et qui continuent à souffrir, à crever de faim et à tendre le dos aux coups de bottes des dictateurs.

Si la faim, la misère et la prison sont — suivant M. London — susceptibles de façonner les dictateurs, il faut bien admettre qu'elles sont davantage enclines à maintenir les peuples en esclavage.

MM. Staline, Hitler et Mussolini ne me contrediront pas.

Et n'en déplaise aux lâche-bottes plus ou

moins fascistes du journalisme, les oppresseurs et affameurs de peuples, même s'ils ont fait leurs premières études à l'école des clochards, n'ont droit qu'à mépris et à la haine de tous ceux qui, envers et contre tous, veulent rester des hommes libres.

La Rue Michel.

STAVISKY A LA RESCOUSSE



Il ne s'agit pas du bel Alexandre sortant de sa tombe pour venir à la rescousse de l'offensive réactionnaire en développement à l'heure actuelle. Non. Mais plus simplement d'un Staviskyte nommé Dubarry. Il n'est pas un numéro de son petit canard, la Réplique où il ne fasse le procès de l'action syndicale et de la C.G.T.

C'en est au point que la Réplique considère maintenant Jouhaux comme un dangereux extrémiste. On conçoit très bien que l'homme de Caillaux, de Stavisky, des Fonds secrets et, d'une façon générale, de toutes les manœuvres pour la foin attaque l'action prolétarienne — cette action prolétarienne que lui et les autres pensionnaires de la Villa Chagrin furent bien contents de trouver quand, en février 1934, les bandes fascistes leur promettaient la corde ou le bûcher.

LA MORT DU NEGRE : FIN DE VENDREDI



Chacun sait que l'hebdomadaire Vendredi dirigé par des écrivains et des journalistes, fut fondé par eux, en 1935, pour glorifier l'esprit Front populaire. La collaboration, brillante au début, se

réduisit considérablement dès les premiers mois. Certains écrivains n'ayant pas accoutumé de courber l'échine et de tenir l'office de cireur quittèrent la maison en ne cachant pas leur dégoût devant la besogne qu'on leur offrait. Il ne resta plus qu'une petite équipe de penseurs sur mesure et, malgré la virtuosité de certains techniciens de la brosse à reluire, l'entreprise devint rapidement déficitaire. Le journal n'était plus acheté que par de pauvres bougres affligés d'une insomnie persistante. Il était trop ennuyeux. Comment faire, en effet, un journal intéressant lorsqu'il n'est permis d'égratigner personne ? Le Parti communiste, principal commanditaire de l'hebdomadaire politique, lui défendait bien de contrarier la tentative d'union sacrée. Le « pamphlétaire » du lieu, Louis Martin-Chauffier, en était réduit à polémiquer avec la seule Action Française dont il avait constaté la mort depuis longtemps. L'abonné se faisant rare, l'acheteur aussi, il était impossible de songer à augmenter les prix.

Et jeudi dernier, Jean Guéhenno, déclarait

tristement : « Durant trente-deux mois, nous avons assumé les responsabilités de la direction politique de Vendredi. La conjoncture politique actuelle nous décide à y renoncer... »

« Le nouveau Vendredi, qui paraîtra dès la semaine prochaine, se consacrera au-dessus de la mêlée politique, à toutes les formes de la pensée libre et créatrice. Et nous avons la joie d'annoncer à nos lecteurs que, pour donner à leur journal une puissante réalité, l'équipe de Vendredi et les équipes de la Nouvelle Revue Française conjuguèrent désormais leurs efforts. »

Allons, souhaitons que ce travail par équipes soit fructueux. Une affaire tombe, on en lance une autre. Le jeu continue. Passez la monnaie !

PETROLE



La Mexique, au sujet du pétrole, est à l'ordre du jour.

Certains annoncent un coup fasciste. D'autres parlent d'un froid avec l'Angleterre. Quoi qu'il en soit il est un fait probant, c'est que les compagnies pétrolières jouent la carte guerre contre lui.

La production du pétrole mexicain tombe de 60 %. Les salaires par contre-coup sont abaissés, les clients par ordre se faisant plus rares. Ainsi une fois de plus se prouve la solidarité de classe du capitalisme mondial.

Quant au monde ouvrier il regarde et se tait, sans s'apercevoir que l'expérience espagnole se renouvelle.

BAVARDS ET BAVARDAGES



La postérité de Marx-Lénine-Staline est ennemie, on sait ça, de la phraséologie et du bavardage. On laisse ça aux anarchistes et autres lunaires. Les chevaliers de la dialectique marxiste, de l'em-pirio-criticisme, l'autocritique et autres barbarismes qui offensent encore plus l'esprit que l'oreille, sont ennemis du verbalisme. Ils le laissent, comme dit Thorez dans sa réponse à Honel, aux « pseudo-révolutionnaires », qui, couvrant mal leur œuvre abominable de désagrégation, de division, d'affaiblissement des forces ouvrières, sont parmi les meilleurs atouts de la réaction et du fascisme.

Ah comme ils sont, eux les communistes, ennemis de la phrase et du bavardage ! Comme ils sont réalistes...

LES REALISTES



Tellement réalistes qu'ils n'ont pas hésité à reprendre aux pires nationalistes le verbiage le plus démodé et le plus ridicule pour l'utiliser aux fins de la politique dictée par Staline. Et c'est ainsi qu'en deux ans, le parti de Thorez nous a sorti un échantillonnage complet de slogans sonores dont la seule réalité tangible a été le renforcement de la psychose nationaliste. Enumérons : « La France aux Français ; le Front des Français ; la France libre, forte et heureuse que veulent et que feront les communistes ». Il y eut aussi « le Pain, la Paix, la Liberté » ; « Faire payer les riches » ; le pré-lèvement sur les grosses fortunes », etc. Ces dernières formules particulièrement pleines de réalités, n'est-ce pas, et éloignées, ô combien, de toute phrase, de tout bavardage.

LE BLUFF DE LA CONFIANCE



L'emprunt pour la défense nationale a été couvert en quelques jours. Personne n'en doutait. Même sous le Front populaire, il n'y a pas d'argent pour les œuvres de vie, mais par contre lorsqu'il s'agit de la mort les milliards affluent. Il en est ainsi et quoi que puissent dire certains pacifistes la guerre rapporte toujours à ceux qui ont des ca-guerre rapporte toujours à ceux qui ont des ca-jamais lorsqu'il s'agit de produire des armements.

Mais ce que l'on comprend beaucoup moins, c'est tout le battage fait autour de cet emprunt, car enfin pour cinq petits milliards le gouvernement savait bien qu'il était couvert à guichet fermé. Les banques le garantissaient.

Ce que voulait avant tout notre gouvernement, c'était donner l'impression que la fameuse confiance était revenue.

A TABLE, MESSIEURS



La cause espagnole est entendue. Nos diplomates l'ont bien fait comprendre à Del Vayo à Genève, mais ce qui a été dit en termes diplomatiques, c'est-à-dire en termes élégants par lord Halifax et Bonnet, l'est d'une façon beaucoup plus cynique par nos réactionnaires de tout poil, qui déjà veulent se lancer à la curée de la malheureuse Espagne.

Un certain, L.-A. Pagès ose écrire dans l'« Ouest-Eclair » :

« Il est urgent que nous envoyions un ambassadeur ou moins officieux à Salamanque. Nous serions les derniers des imbéciles si nous arrivions après l'ouverture des négociations, comme des gens bourras, sectaires, contraintrés et forcés. Je veux le dire sans ambages, parce que, dans quelques semaines il sera peut-être trop tard pour parler. »

Et plus loin il écrit :

« L'Espagne sera demain un très gros marché commercial. Pour sa reconstitution, il lui faudra une multitude d'ingénieurs, d'industriels, d'ouvriers spécialisés, et une masse de capitaux, et des machines, et des idées... Serons-nous absents ? Une présence collective comme celle que nous devons souhaiter ne doit-elle pas être préparée ? »

Ceci au moins a le mérite de la franchise. On comprend les motifs « idéologiques » qui guident tous nos réactionnaires.

L'assassinat des travailleurs ibériques, la dévastation de la malheureuse Espagne, tant mieux pour notre capitalisme ; il y a toujours de l'or à gagner dans la boue et le sang.

Monsieur Dubalal.

IL Y A 67 ANS...

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE NOYAIT, DANS LE SANG DE 30.000 COMMUNARDS, LA PREMIERE REVOLUTION PROLETARIENNE.

La semaine prochaine LE LIBERTAIRE sera en grande partie consacré à l'anniversaire de la Semaine Sanglante et contiendra un émouvant récit emprunté à un témoin de ces affreuses journées.

PAS D'ARGENT ? PAS DE PATRIE !

Avec cette habileté cynique qu'elle emprunte aux jésuites, ses maîtres spirituels, la France de Daladier se flatte, se loue, se congratule, se pout-lèche et savoure la générosité de ses qualités hospitalières au moment même qu'elle traque sans pitié ceux qu'elle dénomme les « indésirables ». Ce qualificatif est une trouvaille car il suffit de le décerner officiellement pour qu'aussitôt le malheureux qualifié devienne l'opprobre de France-ladouce, France-la-bonne hôte, France forte et heureuse etc... Ainsi en était-il du mot « héritique » au temps où l'Eglise priait près des bûchers qu'elle avait allumés pour y rôti les « indésirables » de cette époque.

Mais la III^e République n'en est pas à un plagiat près, surtout en matière de forfaiture, de prévarications, d'ignominies et autres crimes non qualifiés qui constituent l'art de la politique. Orgueilleusement, elle brandit ses récents décrets-lois en se targuant d'avoir trouvé quelque chose de neuf alors qu'elle ne fait qu'ajouter à la liste des crimes de lèse-hospitalité, individuelle ou collective, que la justice populaire a toujours flétri du terme de trahison. Encore cette trahison envers un hôte peut-elle n'être parfois commise que pour des mobiles d'où l'intérêt est absent. Mais tel n'est pas le cas de la France hospitalière que ne livre ses hôtes que lorsqu'ils ne peuvent pas la payer. Dans le cas contraire, tout s'arrange. Dès qu'un étranger peut recevoir sans broncher le coup de fusil d'un grand hôtel, dès qu'il devient un assidu des grands restaurants, des musichalls, il est immédiatement délesté du qualificatif « indésirable ». Il devient aussitôt le « généreux étranger » aimant bien sa seconde patrie, il a le témoignage déférent du portier du Claridge, du maître d'hôtel de la Tour d'Argent ou du Café de Paris et, s'il descend au Ritz, il a droit à une insertion dans le Figaro. Que si d'aventure, une affaire scandaleuse le raye du cercle dont il fait partie, il lui reste toujours la ressource de se réfugier dans les bras de cette putain du cosmopolitisme, cette seconde France sans canons et sans soldats, Monte-Carlo, où quelques billets de mille étalés devant l'œil scrutateur de la police des Jeux valent mieux que tous les passeports du monde.

Aussi est-ce vraiment une chose risible que de lire ces articles pudiquement hypocrites de notre presse qui veulent expliquer le triste sort réservé aux indésirables en nous faisant observer que ces malheureux n'ont point de patrie. Ah ! la dé-

tresse de ces « heimatis » ! Ah les apatrides déshérités ! Quelle navrance !

Ainsi s'exclament les sensibles valets de plume faisant semblant de s'apitoyer sur la douloureuse odyssee des sans-patrie reconduits de frontière en frontière. Et tout de suite de renchérir sur les avantages que confère une patrie à ses nationaux.

Tartufes !

Car chacun sait que la France, comme toutes les patries, est à ceux qui peuvent se la payer et qu'un pauvre, dans tous les pays du monde, c'est un indésirable ! Et que la France comme toutes les nations n'est hospitalière et juste que pour ceux qui peuvent acheter de l'hospitalité et se payer de la Justice.

Alors, pourquoi tant de simagrées ?

Or si la Justice maintient ses prix, la France se montre bonne fille et ne demande que son petit cadeau. Point n'est besoin d'avoir une écurie de courses, de faire partie du polo de Longchamp, de posséder un yacht à Deauville ou une chasse en Sologne ; Daladier a mis son pays à la portée de toutes les bourses... à condition qu'on en ait une. Il a créé « la carte touristique » ainsi nommée, déclare-t-il en sa logique de gendarme, parce qu'elle sera délivrée aux touristes.

Si grossier qu'il soit, le tour est joué. Car il est aussi facile de qualifier un quidam « touristique » que de le cataloguer « indésirable ».

Mais voici que l'affaire se corse : La Pologne se refuse totalement à recevoir certains de ses nationaux que la France veut lui renvoyer. D'autres Etats ont agi ou vont agir de même, tant et si bien que cette question se pose pour la France hospitalière : Comment faire pour se débarrasser des locataires encombrants ?

Ah ! une bonne guerre ferait rudement du bien !

D'autant plus qu'elle fournirait immédiatement une patrie à « l'apatride » déshérité en l'enrôlant de force là où il se trouve et en l'expédiant là où il faut dans un 40 hommes, 8 chevaux.

Et nous lirions alors dans les journaux de Daladier, s'inspirant de ceux de 1914, que les étrangers ont manifesté leur amour et leur reconnaissance pour leur bonne hôte, la France, en s'engageant en masse pour le Pain, la Paix et la Liberté !

AURELE PATORNI

LE GACHIS CAPITALISTE

QUAND ON REJETTE LE POISSON A LA MER...

Les destructions de denrées alimentaires, conséquence du mode capitaliste de répartition des marchandises, se poursuivent. Jeudi dernier, à La Turballe, deux cent mille sardines étaient rejetées à la mer. Deux jours auparavant, les pêcheurs avaient éprouvé de grosses difficultés à écouler leur poisson ; certains d'entre eux, même, n'en avaient vendu qu'une très faible part. Le Syndicat, dans le but de protester contre cette mévente, arrêta la pêche pour une journée. Jeudi soir, les bateaux qui avaient repris la mer, ramenaient au port leurs poissons (4.000 à 8.000 sardines par vedette). A nouveau, la vente ne permit malheureusement pas l'absorption de tous les apports. Le poisson (de belle taille) était pourtant vendu à des prix assez médiocres : 150 à 160 francs le mille. A la suite de cette mévente, des sardines, en masse, devaient être rejetées à la mer.

Parmi les causes de cette insuffisance grave des ventes, on doit noter la non-réouverture des usines qui, habituellement, à cette époque, ont repris leur activité. En particulier, l'an dernier, une semblable crise ne fut pas supportée par les pêcheurs. La sardine se vendait de 170 à 180 francs le mille, encore que le poisson fut de moins belle qualité que cette année.

Le Syndicat des pêcheurs a décidé que la moitié seulement de la flottille participerait à la pêche du 13 mai. La suppression complète de la sortie avait même été envisagée ; cependant, on ne prit pas cette décision pour ne pas éloigner les mareyeurs de La Turballe.

Ce nouvel exemple de destruction d'une quantité importante de produits alimentaires, alors que les chômeurs ne disposent, pour vivre, que d'une somme dérisoire, montre bien le caractère social du régime économique actuel et la nécessité de l'instauration d'une économie distributive.

ANARCHISTES

Avez-vous souscrit ?

Vous n'avez pas plus le droit de vous abstenir que vous ne pourriez accepter la Défense de la Patrie.

SOUSCRIVEZ au "LIBERTAIRE"

Je m'abonne au "libertaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous envoie le montant, soit francs, à partir du

Signature :

FRANCE 57 Nos .. 23 fr. 70 Nos .. 14 fr. ETRANGER 52 Nos .. 36 fr. 28 Nos .. 18 fr. NOM (2) ADRESSE VILLE DEPARTEMENT

Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 68-27

(1) Biffer la mention inutile. (2) Ecrire lisiblement.

EN MARGE DE LA S. D. N.

Gênes écrase Genève

(Suite de la première page.)

Quelle aberration, quelle contradiction et quelle méconnaissance des grands problèmes économiques, politiques et sociaux qui agitent un monde en pleine révolution.

Nous ne faisons certes pas l'injure à ceux qui, abandonnant la saine raison, se laissent guider par une sensibilité malade de les assimiler à ces « antiquiers nationaux » pour qui la paix ne peut s'échafauder que sur le triomphe du fascisme et qui réclament à cor et à cri l'intensification de la production meurtrière. Mais leur action n'en est pas moins pernicieuse. Et en ce qui nous concerne nous sommes tout à fait à l'aise pour la dénoncer.

Trop souvent nous avons déclaré, au cours de ces vingt dernières années, que la paix ne pouvait se construire sur des affûts de canon pour que l'on se mène sur notre attitude; trop souvent, nous avons affirmé que s'il était vrai que la puissance militaire était un facteur de paix, il faudrait conclure que les puissances les mieux armées étaient les plus pacifiques et trop souvent nous avons dénoncé la fausseté de ce postulat pour que l'on puisse nous prêter des idées bellicieuses étayées sur une idéologie révolutionnaire. Mais ce que nous croyons devoir répéter, c'est que, dans les conjonctures présentes, la sincérité n'est pas une excuse, qu'elle n'est pas obligatoirement une source de vérité et que le « pacifisme béant » — pour employer une expression consacrée — menace d'enfermer nos amis dans un labyrinthe duquel aucun fil d'Ariane ne pourra les faire sortir, sinon pour les conduire à la plus impitoyable des tueries.

LA FORCE ET LE DROIT

La S.D.N. a donc « liquidé » l'affaire éthiopienne et « enterré » jusqu'à septembre, date de la prochaine session, l'affaire espagnole. Malgré l'intervention du négus Haïlé Sélassié, malgré les discours d'Alvarez del Vayo, traduisant toute la noblesse, toute la grandeur tragique de la lutte qui se poursuit au delà des Pyrénées avec la complicité des nations « non-interventionnistes » favorisant par leur attitude l'intervention fasciste, l'aropage genevois a abandonné le faible et approuvé la violence brutale qu'il avait le devoir de condamner. « Mais la paix était sauvée », nous dit-on.

Pauvres fous. Chamberlain n'avait pas encore retiré de son front la couronne de lauriers que lui avaient tissée tous les aveugles, que déjà le droit outragé obtenait vengeance.

Avant même que lord Halifax eût pu demander à Dieu le pardon de sa trahison, les morts sortaient des lèvres du Duce, comme la mort de la gueule d'un canon. A Gênes, dans un discours plein d'arrogance et de mépris, dont les phrases étaient cimentées de la mitraille crachée par mille bouches à feu, Mussolini proclamait sa prétention d'asservir l'Espagne républicaine et déclarait solennellement qu'il n'avait accordé n'était possible avec la France tant que Franco n'aurait pas écrasé dans la péninsule ibérique les derniers défenseurs de la liberté.

Voilà le résultat de la politique de non-intervention. Et c'est cela votre paix ? Et c'est cela que vous approuvez dans la politique de M. Chamberlain, l'homme des hommes de la Cité ? Non, merci, nous n'en sommes pas.

Et si nous n'en sommes pas, c'est que pour étayer une telle paix, à laquelle ne croient même pas ceux qui la défendent, le Premier

anglais a fait voter aux Communes 150 milliards d'armements nouveaux et qu'en France les emprunts vont se succéder au plus grand profit des marchands de mort. Notre pacifisme, à nous, repose sur des bases autrement solides; il ne s'égare pas comme un chapelet, à la petite semaine, et la politique que nous préconisons, tenant compte des réalités, ne se transmet pas par ondes courtes. Nous voyons juste parce que nous voyons loin, que nous n'avons rien oublié des enseignements de l'Histoire et que nous considérons que la vie des peuples ne se joue pas sur le marché du terme ou du comptant.

Si les mots ont encore une valeur, le DROIT c'est la PAIX et la FORCE, c'est la GUERRE. En sacrifiant le Droit à la Force, la S.D.N. s'est prononcée pour la Guerre. On ne sortira pas de ce dilemme et les « pacifistes » qui l'approuvent se sont prononcés pour la guerre. Que ceux qui ont applaudi aux prêches du pieux lord Halifax se frappent la poitrine : leur ignorance et leur sensibilité sont noyées demain dans une mare de sang; ils auront gagné six mois peut-être ? C'est faux, ils auront perdu un siècle. Et la mort de l'Espagne sera notre mort, comme sa vie serait notre vie.

QUE FAIRE ?

Nous ne pouvons que nous répéter, car notre position n'a pas changé depuis vingt ans.

La guerre comme la révolution sont des phénomènes inhérents à la forme actuelle du capitalisme international et vouloir éviter la guerre sans réformer la structure de la société est une utopie. Le capitalisme moderne est divisé par des antagonismes d'intérêts financiers et industriels et tant que ne sera pas résolu le problème de la répartition des richesses sociales, les politiques nationales, quelles qu'elles soient, ne pourront provoquer que des catastrophes. La classe ouvrière du monde doit donc avoir une politique propre, dissociée de celle des gouvernements qui se succèdent sous des étiquettes différentes et qui n'est que le reflet des appétits, même pas d'une classe, d'une caste qui ne se perpétue que sur des ruines.

Mais la classe ouvrière peut-elle avoir une politique de paix ? Nous le pensons, mais encore faut-il qu'elle le veuille.

Aldous Huxley, le grand écrivain anglais, exposait avec clarté il y a quatre ans la situation du monde, divisé en nations satisfaites et insatisfaites. Et il concluait avec raison que tant qu'un équilibre ne serait pas établi, toute tentative d'assurer la paix serait illusoire. Cet équilibre mondial, il appartient au prolétariat des nations satisfaites de l'exiger de ses gouvernants. Ceci, pourtant, est un travail de longue haleine et il est une œuvre plus pressante qui s'impose aux classes laborieuses : c'est celle de résister aux forces de dictature par une action particulière qui se manifesterait autrement que par des discours.

Au cours de la guerre éthiopienne nous disions qu'il ne servait de rien de réclamer des sanctions contre l'Italie si les travailleurs russes continuaient à approuver un gouvernement qui alimentait Mussolini en pétrole et en blé et si les ouvriers français et anglais continuaient, malgré les belles périodes oratoires, à charger des navires pour les agresseurs.

La situation reste la même et nous disons aujourd'hui qu'il est peut-être normal d'approuver le président du Mexique, Cardenas, d'avoir exproprié les mines anglaises et américaines; mais si c'est, comme on l'affirme et nous savons que l'information est exacte

« Les grands cimetières sous la lune »

Sous ce titre d'allure romantique, un écrivain catholique, Georges Bernanos, dénonce les horreurs commises par ses congénères espagnols. Nous n'embolterons pas le pas aux têtes de linottes qui, dans la presse de gauche, s'étendent sur l'indépendance de Bernanos.

Et nous ferons remarquer que l'indignation de l'écrivain vient avec deux ans de retard, car les faits qu'il rapporte, et dont il fut témoin, se passèrent au début de la guerre d'Espagne.

Son témoignage, d'ailleurs fort éloquent, et dont nous reproduisons ci-dessous un passage particulièrement horrifiant sur les horreurs commises à Majorque, eût eu un peu plus d'efficacité quand il eût suffi, au moment où elles se produisaient, de rompre avec la politique de non-intervention pour mettre rapidement en déroute les brutes franquistes.

Les horreurs de Majorque

On conduisit le bétail jusqu'à la plage, où on le fusilla sans se presser, bête par bête. Je ne mets nullement en cause l'évêque-archevêque de Palma ! Il se fit représenter, comme d'habitude, à la cérémonie, par un certain nombre de ses prêtres qui, sous la surveillance des militaires, offrirent leurs services à ces malheureux. On peut se représenter la scène : « Allons, padre, celui-ci est-il prêt ? — Une minute, monsieur le capitaine, je vais vous le donner tout de suite. » Leurs Excellences affirmèrent avoir obtenu, dans de pareilles conjonctures, des résultats satisfaisants, que m'importait-il ! Le travail achevé, les Croisés mirent les bestiaux par tas, absous et non absous, puis les arrosèrent d'essence, que l'on appelle là-bas gazoline. Il est bien possible que cette purification par le feu ait rebelle alors, en raison de la présence des prêtres de service, une signification liturgique. Malheureusement, je n'ai vu que le surlendemain ces hommes noirs et haisants, lardés par la flamme. Un goudron puant sortait d'eux, par rigoles, et fumait sous le soleil d'août.

Précisément, je crois que M. Mailby, directeur du « Jour », est quelque chose au Syndicat des Journalistes. Je l'informe donc, en passant, que M. le baron Guy de Traversay, secrétaire général de l'« Intransigeant », était parmi ces morts-là.

— pour fournir du carburant à Hitler, alors nous dirons que l'égoïsme du prolétariat est un facteur de guerre et non un facteur de paix.

Eh bien ! ici comme là-bas, c'est le prolétariat qui alimente et nourrit le fascisme. Il a encore un mot à dire avant que la parole ne passe aux canons. Le dira-t-il ? Il a un geste à faire. Le fera-t-il ?

Si demain les héroïques défenseurs de l'Espagne ouvrière étaient écrasés, ce ne serait pas par les avions de Hitler et de Mussolini, mais par la lâcheté du prolétariat mondial. Si demain la civilisation sombrerait dans la plus monstrueuse des tueries, ce ne serait pas par la responsabilité unilatérale du capitalisme, mais aussi par celle des peuples qui, sur les hécatombes de la dernière guerre, n'auront pas su construire un idéal de paix.

J. CHAZOFF.

EN EXEMPLE DE DEMOCRATIE SYNDICALE

A quoi se doit l'homogénéité de la C. N. T.

La coïncidence dans le travail est plus facile que l'identité dans les idées. Nous pensons tous de manières différentes ; c'est pour quelque chose que la pensée est l'essence inextinguible de la personnalité.

Il en résulte que c'est sur la coïncidence de ces intérêts professionnels qu'il faut organiser le monde du travail et non dans la Babel des opinions contradictoires.

L'on obtient plus facilement une union des intérêts qu'une union des idées ; l'union des intérêts peut devenir unité d'intérêts, unité de convenance sans que souffrent ceux qu'elle concerne. L'unité d'idées, au contraire, serait pernicieuse pour assujettir tous les cerveaux à la pensée d'un seul. Peut-être posera-t-on quelque jour, tenant compte de ces circonstances, la formule des aspirations politiques et sociales des peuples : travail rédimé et organisé, pain assuré et pensée libre.

L'organisation confédérale se développe en s'approchant de cette formule. Dans les rangs de la C. N. T. il y a des travailleurs qui, dans une commune aspiration révolutionnaire, pensent de façons différentes, sur l'aspiration commune, qu'exprime une coïncidence des intérêts sociaux, tous tendent à organiser, à assujettir à un même plan leurs activités, pour obtenir au moyen du développement et de l'accroissement de celles-ci les moyens économiques qui leur permettent d'assurer leur indépendance sociale et humaine.

Ces intentions qui animent les travailleurs de la C. N. T. deviendraient stériles si, dans l'Organisation ne régnait en vigie permanente la plus rigoureuse démocratie syndicale ; une démocratie syndicale dans laquelle n'intervient aucun intérêt étranger à l'organisation, et dans laquelle il est interdit à chaque affilié de poser des questions extra-syndicales. Chaque confédéré, dans le cadre de cette commune aspiration révolutionnaire dont nous parlons précédemment, peut penser comme il veut, mais il le doit, non pas à la discipline politique vers laquelle le mènent ses idées, mais à la discipline syndicale dans laquelle l'ont placé ses activités professionnelles, ses relations de caractère social en tant que travailleur.

Nous entendons que le droit de cité de chacun ne vient pas de l'opinion politique qu'il professe, mais de son travail. Et c'est sur la valeur permanente de la production, et non pas sur le circonstanciel des opinions, que nous devons organiser la société. Pour cette raison, nous estimons que jamais l'on ne doit assujettir l'Organisation de caractère professionnel à celle de caractère politique. L'histoire humaine n'est pas une succession de théories ; c'est la richesse intense du travail, c'est l'action constante avec laquelle l'homme vainc la nature et la met à son service.

Dans la C. N. T. et quoique ses affiliés puissent avoir la pensée révolutionnaire qu'ils veulent, n'agit aucun groupe politique. Ceux qui parlent dans les assemblées parlent au nom d'un intérêt syndical, apprécié personnellement. Ceux qui sont dans les Comités servent l'Organisation, mettant en vigueur les accords de celle-ci, et jamais ils n'oseraient faire peser sur ceux-là ou celle-ci l'influence d'un parti politique. Quand on élit, dans l'organisation confédérale, des délégués pour quelque fonction, l'on ne tient pas compte s'ils sont républicains, socialistes, communistes, anarchistes, l'on se préoccupe uniquement de leur honnêteté, de leur esprit révolutionnaire, de leurs

sacrifices pour l'organisation et de leurs capacités.

CE SONT DES DELEGUES SYNDICAUX ET NON DES DELEGUES POLITIQUES DANS LA VIE SYNDICALE. DANS NOTRE ORGANISATION, TOUTES LES CANDIDATURES SONT D'UNITÉ ; ENTENDONS-NOUS BIEN : D'UNITÉ SYNDICALE, ET NON PAS POLITIQUE. D'OU LES ELECTIONS, DANS LE CADRE DE LA C. N. T. N'ONT JAMAIS BESOIN D'ETRE PRECEDEES PAR DES DISCUSSIONS DE CARACTERE POLITIQUE. DES ACCOMMODEMENTS DE GROUPE NI PAR DES ARMISTICES DE FRACTIONS.

Et c'est précisément à cela que l'on doit le fait heureux que l'organisation confédérale évolue, qu'elle modifie tout ce que les circonstances lui commandent de modifier, se transforme intérioritément s'il est nécessaire qu'il en soit ainsi, sans que son tout ne souffre de troubles, sans que surgissent des dangers de scission, sans que l'homogénéité qu'elle présente comme exemple, dans cette heure difficile, à tous les secteurs de l'antifascisme espagnol, soit atteinte.

(De C. N. T. de Madrid du 4 mai 1938.)

Il faut penser aux victimes de la guerre d'Espagne

De nombreux miliciens reviennent d'Espagne mutilés ou blessés. Leur situation est tragique : ils ne peuvent trouver de travail à cause de leur état et, surtout, de son origine.

Pour les mêmes raisons, ils ne peuvent être secourus au chômage.

Mais ils ne désirent pas cela : ils veulent travailler.

Avant sacrifier leur santé et leur vie à la cause du prolétariat, ils ne peuvent être abandonnés par lui !

Nous nous adressons donc, en premier lieu, aux organisations prolétariennes et syndicales et aux municipalités ouvrières.

Nous prions donc toutes celles-ci de nous adresser, au plus tôt, les réponses aux quatre questions ci-dessous :

QUESTIONNAIRE

1. Combien employez-vous de permanents appointés ?

2. Combien d'entre eux sont-ils mutilés ou blessés d'Espagne ?

3. Pouvez-vous, immédiatement, offrir quelques emplois, d'auxiliaires ou autres ?

4. Avez-vous d'autres renseignements permettant d'assurer des moyens d'existence à des camarades français ou étrangers ?

Ces indications, et toutes autres pouvant être utiles, nous sont indispensables pour assurer une vie digne à ceux qui se sont montrés les meilleurs dans la lutte.

Ces documents nous serviront aussi pour entretenir une campagne en leur faveur.

Nous espérons que chacun comprendra la nécessité d'appuyer notre effort si indispensable et si urgent. De promptes réponses nous permettront d'apporter une aide efficace aux plus nécessiteux de nos camarades.

Envoyer : secrétaire de l'A.R.M.E. : 41, rue P.-Duméril, Velizy (S.-et-O.).

La prochaine assemblée générale où sont convoqués tous les mutilés, blessés et miliciens aura lieu à 20 h. 30, vendredi 20 mai, aux Sociétés Savantes, 28, rue Serpente (mét. Odéon.).

SOCIALISTES ET ANARCHISTES

LA QUESTION DE L'ÉTAT

par Max STEPHEN

La thèse de l'évolution de l'Etat, selon Marx et Engels révolutionnaires (1), est celle-ci : le prolétariat fait la Révolution. Il détruit l'Etat capitaliste et le remplace par un Etat nouveau, dont il se sert, d'abord pour exproprier méthodiquement la bourgeoisie, ensuite pour administrer la société nouvelle. Tant que l'ensemble des masses n'est pas apte à administrer directement, par des organes de gestion directe, la production et la répartition, l'Etat existera. Il ne pourra disparaître qu'au moment où la société aura réalisé le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », où les hommes « travailleront volontairement selon leurs capacités », où « la répartition des produits n'exigera plus le rationnement par la société des produits reçus par chacun ; chacun puisera librement « selon ses besoins » (2).

J'ai déjà signalé combien problématique serait la disparition de la bourgeoisie par l'action de l'Etat « prolétarien », combien elle tarderait à se produire, comment la collusion des bourgeois et capitalistes non expropriés et avec les fonctionnaires d'Etat engendrerait une nouvelle caste d'exploiteurs qui ne pourrait être balayée que par une révolution antistatiste. Je veux ajouter une observation, au sujet de cette deuxième étape qui devrait précéder la disparition de l'Etat ou provoquer son « dépérissement », selon la formule englobante, chère à Lénine.

Quand on n'est pas un imbécile, et c'est le cas de ces deux hommes, c'est se moquer du monde, c'est exploiter la candeur et le mysticisme des masses que de leur dire de la façon dont Lénine le fait, qu'un moment viendra où chacun pourra produire « selon ses capacités », et consommer, librement, tout ce qu'il voudra. J'ai déjà insisté sur cette question en combattant les déviations de l'anarchisme. Nos théoriciens de valeur — Bakounine, Proudhon, Kropotkine — n'ont jamais prétendu que cela fût ni possible, ni désirable. Ce dernier, le plus éminent défenseur du communisme anarchiste, et tous les combattants de la Première Internationale, n'ont voulu dire, quand ils ont repris la formule de Louis Blanc, que ceci : « Ce-

lui ou celle qui ne pourra pas produire au sens économique du mot, recevra ce qu'il lui faudra au même titre que les autres. Celui ou celle qui produira moins parce qu'il sera trop jeune ou trop vieux, faible ou impotent, parce qu'elle aura des enfants à soigner, jouira de la même considération ».

Cela, et pas autre chose. Pas la formule démagogique qui laisse entrevoir que chacun fera et consommera ce qu'il voudra. Ce serait la destruction de toute coordination sociale, de toute morale individuelle et collective. En faire la condition préliminaire de la destruction de l'Etat, c'est, justement, exiger une situation que l'on sait irréalisable, afin de ne jamais faire disparaître l'Etat.

Or, que pouvons-nous attendre pendant que l'Etat subsisterait : rien qui ressemble à la liberté. A la liberté pour le peuple, pour les masses, Lénine est clair à ce sujet : « Tant que l'Etat existe, il n'est pas de liberté ; quand régnera la liberté, il n'y aura plus d'Etat » (3).

Nous lui sommes reconnaissants d'avoir ainsi posé la question. La liberté, la liberté des masses s'entend, celle des paysans aussi bien que des prolétaires des villes, n'existera pas tant qu'existera l'Etat. Il a du moins la franchise de ne plus jouer sur les mots et de ne plus faire croire que l'oppression serait subie seulement par la bourgeoisie et les capitalistes, infligée par le peuple qui, lui, serait libre. Et c'est pourquoi il me disait un jour, confondant à dessein les idées et les faits, mais dévoilant nettement sa pensée et ses intentions : « La liberté, mais c'est un préjugé bourgeois ! Il n'y a que les bourgeois qui la réclament. Regardez : la liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté du commerce, tout cela a été inventé par la bourgeoisie ! ». Et pour ne pas respecter ces préjugés bourgeois, il écrasait les socialistes révolutionnaires de gauche, puis les anarchistes, il demandait contre l'opposition ouvrière de son Parti une lutte « implacable et systématique » (4), supprimait toute liberté de presse et de réunion, écrasait avec Trotsky l'insurrection de Kronstadt, et dominait

en maître absolu au sein du Comité Central du Parti Communiste, grâce à la Tcheka qu'il employait déjà contre ses camarades.

Théoriquement, marxistes et anarchistes semblent d'accord sur la disparition de l'Etat. Marx l'a déclaré à plusieurs reprises. Il a affirmé que l'anarchie est la dernière étape du socialisme. Il ne s'agit que d'une différence de procédés, et d'une question de temps. Nous commettons, selon Marx, l'erreur de vouloir pour le commencement ce qui ne peut s'obtenir qu'à la fin. Mais quand on observe la mentalité, les actes, la politique des hommes qui ont soutenu cette thèse, il est permis de douter qu'ils pressent jamais le chemin par eux indiqué.

Quand il expose pourquoi l'Etat devra disparaître et disparaîtra, Engels énonce une suite de raisonnements qui semblent irrésistibles. L'Etat, dit-il, est le résultat de l'existence des classes. Si la cause disparaît, l'effet devra forcément disparaître. A mesure que, dans la période de transformation, la bourgeoisie sera assimilée, l'Etat prolétarien disparaîtra. Quand elle aura été assimilée, comme il n'y aura plus de classes, il n'aura pas lieu d'exister, et son dernier acte sera son auto-suppression.

Nous avons déjà vu que Lénine, après Marx, avait ajouté la création d'une existence paradisiaque où les hommes seraient des anges et où tous les moyens d'existence viendraient presque par enchantement. Il convenait de rappeler cette deuxième étape préliminaire avant d'exposer la thèse anarchiste.

Les anarchistes ont toujours eu de l'Etat une conception plus complète. Pour eux, il n'a pas été seulement le fruit de l'existence des classes, car nombreuses ont été les époques de l'histoire où des hommes en exploitaient d'autres — tels les serfs et les seigneurs féodaux sous le moyen âge — sans que l'Etat ait été constitué. L'Etat permanent en Europe est vieux de quelques siècles. La division de la société en couches dont les plus fortes exploitaient les autres a toujours été, quoique cette exploitation ait revêtu des formes diverses.

D'autre part, et d'une façon intermittente, l'Etat a existé à d'autres époques, sans que l'antagonisme de classes, au sens marxiste du mot, en soit une explication suffisante.

Nous pensons, d'autre part, que comme institution, non seulement il n'est pas le résultat fatal des contradictions des classes, qu'il n'est pas seulement le résultat des forces économiques existantes — l'œuvre des conquérants dans l'histoire est là pour le démontrer, et l'Etat fut dans la Russie bolchévique, le fruit de la volonté d'une poignée d'hommes et non celle des masses qui ne représentent pas non plus aujourd'hui ni en tout, ni en partie — mais aussi qu'il réagit à son tour sur ces forces. Les rois de France qui

ont organisé l'Etat centralisé se sont appuyés sur les serfs et sur la bourgeoisie naissante, pour combattre les seigneurs féodaux. Puis ils ont enlevé aux communes, qu'ils avaient commencé par défendre, les libertés qu'ils leur avaient données, et leurs biens collectifs, soit pour s'enrichir, soit pour anoblir les créatures dont ils se servaient pour constituer le corps de l'Etat qui devait les soutenir.

L'Etat donc a utilisé pour ses fins une force économique contre une autre force économique ; il a infligé, pour se constituer et se stabiliser sur le développement et la structure économique, tant de la France que de tous les pays. Il a ruiné l'économie après l'avoir dominée sous Louis XIV, il a ruiné toute la bourgeoisie et les artisans sous Charles Quint et Philippe II en Espagne, comme il avait ruiné l'économie dans l'Empire romain. Il a même, à certains moments, stimulé le développement du commerce et de l'industrie presque toujours pour les exploiter et quoique il les ait généralement plus desservis que servis. Ces faits permettaient à Bakounine d'écrire, en réfutant Marx :

« L'Etat politique de chaque pays, dit-il, est toujours le produit et l'expression fidèle de sa situation économique ; pour changer le premier, il faut seulement transformer cette dernière. Tout le secret des évolutions historiques, selon M. Marx, est là. Il ne tient aucun compte des autres éléments de l'histoire, tels que la réaction, pourtant évidente, des institutions politiques juridiques et religieuses sur la situation économique. Il dit : « La misère produit l'esclavage politique, l'Etat » ; mais il ne permet pas de retourner cette phrase et de dire : « L'esclavage politique, l'Etat, produit à son tour et maintient la misère comme une condition de son existence ; de sorte que, pour détruire la misère, il faut détruire l'Etat ».

Malatesta constatait qu'historiquement « c'est toujours l'homme armé qui a fait travailler les autres pour son compte ». C'est-à-dire qu'avant la formation des classes, l'imposition politique, qui aujourd'hui s'est systématisée et généralisée sous le nom d'Etat, a existé ; elle a créé les classes, et elle continuera à les créer.

Qui avait vu juste en ce qui concernait la révolution sociale ? Encore une fois, l'expérience est là pour répondre. Regardons encore la Russie. Quelques milliers d'hommes résolus, guidés par une poignée de théoriciens non moins capables d'action, construisent l'Etat dit prolétarien après avoir détruit l'Etat bourgeois-féodal. Au bout de vingt-et-un ans, de nouvelles classes sont nées (5). La bureaucratie est si puissante qu'elle est pire, comme force d'exploitation, que la bourgeoisie des nations occidentales. La plus-value du capital est inférieure à ce que s'approprient

toutes les nouvelles couches superposées de privilégiés. Et ces privilégiés, unis au sein de l'Etat ou reliés à lui quand ils sont en dehors, constituent un bloc d'autant plus formidable que tous les cadres de l'armée, toute la police est parmi eux. Ils peuvent ainsi se multiplier indéfiniment. Appétits et moyens d'imposition se trouvent dans le même organisme, comme dans les régimes politiques naissants de l'Amérique centrale et du Sud. Avec cette différence toutefois que dans ces pays, le libéralisme et la démocratie sont des « préjugés » ayant encore une certaine influence morale, tandis que dans l'Etat prolétarien, ils furent repoussés comme étant d'origine bourgeoise.

Et le résultat de l'œuvre commencée par ces quelques milliers d'hommes ne s'arrête pas en Russie. Leur Etat, organisme politique, ne s'est pas contenté de bouleverser l'économie nationale, de l'organiser à sa façon. Il agit sur la politique internationale, propage ou contient les révolutions, excite le nationalisme, fomenta la conciliation des classes. Si jamais nous voulions dans l'histoire humaine un exemple probant de ce que peut la volonté, de comment elle infuse sur la vie sociale et sur les transformations des rapports économiques, c'est chez ces marxistes... orthodoxes que nous le trouverions.

(1) Il faut toujours tenir compte que le réformisme et le révolutionnaire, coexistants, chez Marx et Engels depuis le Manifeste Communiste, et qu'ils ont dominé tour à tour, ce qui donne raison à tous les disciples.

(2) Lénine : « L'Etat et la Révolution ».

(3) Ibid. Il ne faut que commenter la pensée d'Engels.

(4) Congrès de mars 1921. Kollontaï en était un des leaders.

(5) Mais en 1921, il y avait déjà dans l'industrie trente-quatre catégories de salaires.

(Lire la suite en 6^e page.)

LISSAGARAY
HISTOIRE
DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition précédée
d'une notice sur Lissagaray
par AMÉDÉE DUNOIS

Prix : 36 fr. — Franco : 38 fr. 50

LA "CANAILLE" EST EXPULSÉE
pendant que Paris prend un air de
fête pour recevoir les têtes couron-
nées d'Angleterre.

LE CONTRASTE EST CRIANT
D'INJUSTICE, ET PAS A NOTRE
LOUANGE.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Grand meeting

Contre l'infâme persécution

Pour la défense des ressortissants « étrangers » résidant sur le sol français, nous avons engagé une campagne qui n'aura de cesse que le décret-loi ne soit abrogé et qu'un statut le remplace qui protège les réfugiés politiques contre l'arbitraire administratif.

Semaine par semaine, nous tiendrons nos lecteurs au courant de notre propagande.

Un grand meeting aura lieu le vendredi 10 juin, à la Mutualité. Ce doit être plus qu'un succès si l'on veut que le Gouvernement tienne compte de nos protestations et capitule devant une opinion publique alertée par nous et que le sort des malheureux proscrits ne laisse pas indifférent.

Comme nous aurons bien des égoïsmes à vaincre avant d'en arriver là, nous nous en apercevons dès à présent, il est indispensable que les camarades les plus infatigables en mettent dès aujourd'hui un bon coup.

Vous savez combien les événements d'Espagne nous vont au cœur, qu'ils sont pour nous prépondérants, et le désir que nous avons de nous y consacrer presque exclusivement. Il ne faut donc point que l'effort que nous allons accomplir pour l'abolition d'une loi scélérate et son remplacement par une autre moins inhumaine nuise à la solidarité que nous devons apporter chaque jour davantage aux vaillants combattants espagnols.

Il ne le faut pas, et vous ne le voudriez pas vous-mêmes.

Alors, faites que S.I.A. décuple sa force.

Une œuvre à voir

Ce sont les « Estampes de la révolution espagnole » ; 30 merveilleuses aquarelles de Sim, dessinateur hors ligne.

Cette œuvre devrait être dans toutes les mains, tellement elle est significative. Nous en avons manqué souvent, mais nous avons la chance d'en posséder quelques centaines de numéros en ce moment. Profitez-en, camarades.

L'exemplaire : 10 francs, à prendre dans nos bureaux, 26, rue de Crussol, 13 fr. pour la province, les frais d'expédition à notre charge.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

AUBERVILLIERS. — Conférence - filmée, mardi 31 mai, au Kursaal, aux Quatre Chemins.

CHAMPIGNY. — Réunion de la section, vendredi, 30 mai, à 20 h. 30, Maison Communale.

CHARENTON (Garonne). — Réservez-nous, camarades, votre soirée du 28 mai et venez nombreux à la goûte artistique qui aura lieu, 37, rue des Camélias, à Alfortville.

CRETEIL. — Notre dernière soirée filmée a été parfaite et a laissé 511 fr. de bénéfices pour notre S. I. A. Ce résultat nous incite à persévérer ; ce que nous ne manquerons pas de faire d'ailleurs.

STAINS. — Nous rappelons que notre fête avec bal a lieu samedi 21 mai, à 20 h. 30, salle du « Va-et-Vient », boulevard Maxime-Gorki.

DORIGNY. — Conférence dimanche, 29 mai, à 10 h. du matin, salle Dufour, Orléans ; Haussard et Chazoff.

LILLE. — La section a organisé le 2 mai une soirée chantante qui fut parfaitement réussie. Elle procura 500 fr. de bénéfices qui furent envoyés au Siège central de la S. I. A. afin de venir en aide à nos frères espagnols. A l'issue de cette fête une tombola gratuite fut tirée dont voici les numéros gagnants : 316, 220, 859, 390, 336, 469, 619, 675, 863, 1139, 1169, 1217, 1235, 1256, 1266, 1276, 1279, 1819, 1986, 1995. Les lots sont à retirer 319, rue Gambetta.

LILLE-ROUSSEAU-VALENTIN. (Seine - inférieure). — La section qui s'est récemment réunie, s'est élevée nettement contre la guerre. Elle s'est en outre affirmée pour la libération de tous les anti-fascistes. Elle a décidé également d'acquiescer sa propagande pour l'aide immédiate à l'Espagne ; elle demande à toutes les sections S.I.A. d'en faire autant.

TERRENOIRE. — Les adhérents de S.I.A. de la chaudière de Terrenoire, réunis le 11 courant, indignés de l'emprisonnement du camarade Garnier, secrétaire du bâtiment, protestent contre la façon d'agir de l'Union départementale, qui au lieu de défendre un des siens l'accable parce que non-communiste, et réclament la libération immédiate de Garnier.

Dénonciations perfides, ragots venimeux sont souvent à la base des mesures d'expulsion

Le problème des étrangers, dont la complexité n'est pas discutable, ne peut être résolu dans un sentiment humain, conformément aux traditions de la France, que par des dispositions législatives, analogues à la loi de 1927 sur l'extradition.

La loi de 1927 a en pour objet de transporter le débat d'extradition du domaine administratif au domaine judiciaire. Autrefois, le Gouvernement statuait sur les demandes des gouvernements étrangers ; c'était l'arbitraire. Depuis 1927, le Gouvernement ne se prononce qu'après avoir pris l'avis d'une juridiction (Chambre des Mises en Accusation) ; c'est l'équité.

En matière d'expulsion, sans que le Gouvernement fût obligé de communiquer les documents secrets se référant, par exemple, à la Défense nationale, une commission devant laquelle l'intéressé pourrait se défendre examinerait les griefs.

Combien de dénonciations perfides, combien de ragots venimeux si souvent rencontrés à la base des mesures d'expulsion seraient ainsi écartés !

V. MORO-GIAFFERRI.

Le nouveau décret sur la police des étrangers est d'inspiration fasciste

Le nouveau décret sur la police des étrangers est d'inspiration purement fasciste. Il est d'ailleurs l'aboutissement normal, sur le plan juridique, de toute la politique suivie depuis de nombreuses années par les gouvernements réactionnaires, politique contre laquelle le Front populaire n'a ni su, ni voulu réagir.

Dans l'Europe, déjà aux trois quarts asservie au fascisme, il subsistait encore une terre de refuge : la France. Par ses goûts de liberté, par ses traditions séculaires, le peuple français a toujours accueilli avec respect et générosité le proscrit étranger. Le droit d'asile, depuis la Révolution, fait partie intégrante du droit français.

C'est pourtant le principe même de ce droit qui se trouve mis en question par l'unique décret du 2 mai 1938. Le réfugié politique est maintenant, dès son entrée en France, pratiquement livré à l'arbitraire policier le plus absolu. De la police seule dépendra désormais son admission et son séjour en territoire français. Autant dire que les frontières de notre pays lui seront obstinément interdites.

L'étranger dont la situation n'aura pas été régularisée par la police encourra désormais un an de prison, et nous savons, hélas ! par expérience, que les tribunaux appliquent aux étrangers la loi dans son maximum de rigueur.

Le citoyen français est lui aussi visé par ce décret, qui crée un délit spécial pour quiconque aura aidé ou secouru un étranger « irrégulier ».

Dans les quarante-huit heures, s'il n'a pas dénoncé l'étranger à la police, le Français encourra également un an de prison !

De telles dispositions législatives, arrêtées en vertu des pleins pouvoirs financiers ! constituent par leurs dispositions superscélérates un défi à tous ceux qui, en France, portent encore en eux le culte de la liberté. L'odieuse loi, prise en dehors de toute discussion parlementaire, doit être dénoncée à l'opinion publique tout entière, comme un décret de domestication fasciste.

Nous avons le devoir d'aider de toutes nos forces la S.I.A. dans la lutte qu'elle entreprend pour obtenir l'abrogation d'un texte législatif qui marque et accentue la malinisme du fascisme national et international sur notre propre pays.

Marcel FOURRIER.

Seules, les lois d'exception du III^e Reich se peuvent comparer à la cruauté systématique de ces décrets-lois

Le moyen âge avait le respect du droit d'asile. Notre gouvernement « démocratique » voue l'étranger à la misère, le proscrit au suicide ; il jette en prison le citoyen français qui garde le culte individuel des devoirs d'accueil, des lois d'hospitalité.

La conscience et le cœur humain restent douloureusement confondus devant les récents décrets « sur la police des étrangers en France ». Seules, peut-être, les lois d'exception du III^e Reich se peuvent comparer à la cruauté systématique, à l'insen-

S'il ne s'agissait que de nous indigner contre le coup de force perpétré à l'égard de gens sans défense, ce serait relativement facile, et nous ne manquerions point d'épithètes pour qualifier un Sarraut, sa police et leur œuvre. Mais il faut protester et aussi réparer. Détruire et également construire. Et seuls nous n'y suffisons point.

Nous avons besoin d'appuis et de concours. Et nous en cherchons, en ce moment, un peu partout.

Ceux des avocats nous seront particulièrement utiles. Aussi est-ce avec un vif plaisir que nous enregistrons aujourd'hui l'adhésion à notre point de vue de nombreux avocats, dont on lira, avec profit, tout à côté, ce qu'ils pensent du décret-loi sur la police des étrangers.

Ils ne le réprouvent pas tous en bloc. Certains même s'abusent au point de trouver dans ce décret une apparence de légalité à figure humaine. Deux passages du décret leur plaisent qui semblent être une amélioration sur les pratiques du passé.

Celui-là, d'abord :

« Certains étrangers ne pourront être expulsés qu'après avoir été entendus personnellement par un délégué du préfet s'ils en manifestent le désir. »

C'est-à-dire que c'est l'expulseur qui entendra l'expulsé ; il ne pourra donc que maintenir sa décision. Sans doute cherchera-t-il à corrompre le malheureux qu'il aura devant lui ; à profiter de ses embarras matériels, de sa souffrance morale s'il quitte femme et enfants, pour en faire un délateur. En ce cas il accordera le sursis.

Cette amélioration-là, mon cher Torres, nous a plutôt l'air d'une aggravation. Elle cache trop d'indignités en perspective pour que nous puissions dire : bravo !

Cet autre, ensuite :

« L'expulsé qui n'obtiendra pas de visa pour pénétrer dans un autre pays sera autorisé à séjourner en France, astreint toutefois à vivre dans des lieux que le ministre de l'Intérieur fixera, et dans lesquels l'intéressé devra se présenter périodiquement aux services de police et de gendarmerie. »

C'est-à-dire que ces expulsés seront confinés dans des coins où ils ne pourront gagner leur pain, soumis à des règles odieuses de police réservées jusqu'ici aux relégués, aux interdits de séjour et aux femmes en carte.

Et cette législation-là serait appliquée à des réfugiés politiques qui n'auront même jamais été condamnés !

Nous la repoussons du pied. Elle est plus abominable que l'expulsion pure et simple.

Au moins, lorsque des proscrits politiques ne savaient où trouver enfin un toit, nous avions dans le passé la possibilité de créer autour de leur cas une agitation et nous parvenions, il le fallait bien, à les imposer en France, sans lieu de résidence forcée.

Aujourd'hui, on leur propose une espèce de camp de concentration. Merci bien !

sibilité glacée de ces textes de répression aveugle et impitoyable, échappés à la néfaste improvisation de nos délégués législateurs « républicains ».

Il n'est pas, en France, un homme de cœur ; il n'y a pas un libre citoyen, épris de droit et de liberté, qui puisse les accueillir, ces décrets indignes, sans un cri d'angoisse, et sans un élan de pitié vers les victimes innocentes de ces textes de proscription.

A ceux-ci, à ceux-là, je veux répéter aujourd'hui, avec une indéfectible conviction : « Il ne faut pas désespérer du cœur de la France. Nous restons quelques-uns, qui saurons mener le combat sacré pour la cause du droit d'asile ; pour que ne soit plus un vain, un risible mot, celui que nous lisons encore au fronton de nos monuments publics : Fraternité ».

André KLOTZ.

Un véritable décret scélérat qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le gouvernement Daladier-Mandel nous a gratifiés d'un véritable décret scélérat qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire. Non seulement le décret-loi du 2 mai Sarraut est abominable surtout au moment où la France est le

WEIL-CURIEL.

Traqués comme des fauves

Ils ont été obligés de quitter leur gîte et ne savent plus où s'abriter. Ils ne peuvent plus se loger, même avec de l'argent, et quand vient le soir, ils ne trouvent nulle part à reposer leurs membres fourbus et leur tête lourde de pensées tristes.

Tous et tout s'acharnent contre eux. Ils sont les pestiférés dont il est urgent de débarrasser le monde. Dans la lettre qui suit (vous nous excuserez de ne pas publier la signature) on nous signale trois morts du fait du décret-loi, et l'auteur de ces lignes envisage de se livrer à de navrantes extrémités.

Toulouse, 15 mai 1938.

Cher camarade Lecoin,

Je t'écris pour te faire savoir que la chasse aux étrangers a commencé à Toulouse.

La semaine dernière, c'est une Italienne qui s'est suicidée avec ses deux petits enfants par crainte de la misère, son mari ayant été expulsé en vertu du fameux décret-

loi. La presse locale a dit que cette malheureuse femme était neurasthénique.

Beaucoup de copains et de copines qui vivent dans la région, ne savent comment se débrouiller. Pouvez-vous nous donner la marche à suivre et nous indiquer ce que l'on doit faire ?

Quant à moi, voici : Il y a 48 ans et j'avais 3 mois lorsqu'on m'a amené en France. Je ne l'ai jamais quittée depuis. J'ai même fait la guerre sur le front durant 11 mois. J'étais propriétaire d'une petite maison à Tarascon, lorsque je fus expulsé pour « propagande anarchiste » en 1932. Maintenant je traîne ma galère un peu partout.

Ce décret-loi rend notre existence plus instable encore. En ce qui me concerne, je ne sais à quoi me résoudre. Si je pensais que ça serve à quelque chose, je me rendrais chez moi, je me laisserais arrêter et je ferais la grève de la faim.

La xénophobie est une démission de la raison

Je pense qu'un Etat a non seulement le droit, mais le devoir de se défendre avec la dernière énergie contre les indésirables qui viennent commettre sur son territoire des actes de terrorisme ou organiser des complots.

Mais je me refuse à confondre l'immense majorité des étrangers, qui ne demandent qu'à vivre en paix sur notre territoire, avec une poignée de factieux. Le droit d'asile est conforme aux plus nobles traditions de la France libre. Il est, à mes yeux, imprescriptible. Un étranger qui, sans avoir commis aucun délit, est l'objet d'une mesure d'expulsion, doit pouvoir comparaître devant un tribunal régulier, donnant toute garantie d'indépendance, connaître les accusations portées contre lui et se défendre.

Le Groupe des Avocats socialistes, dont je suis le président, a voté à l'unanimité un ordre du jour dans ce sens. La xénophobie est une démission de la raison. Un tel sentiment ne doit pas inspirer des décisions gouvernementales dans le pays qui s'enorgueillit d'avoir proclamé les droits de l'homme.

DEPREUX.

L'aggravation des peines équivaldra souvent à une condamnation à mort

L'aggravation des peines qui les porte à une durée de six mois à trois ans équivaldra souvent, étant donné le régime infect des prisons, à une condamnation à mort pour les émigrés sous-alimentés, usés et dépourvus de secours. Les circonstances atténuantes étaient refusées par la loi aux seuls souteneurs ; elles le seront également aux proscrits. L'application automatique du maximum de la peine au réfugié qui s'abrite sous un faux nom, la prétendue audition de l'expulsé par un délégué de la préfecture, sans garantie ni contrôle, la déportation dans une résidence forcée combinent la férocité et l'hypocrisie de la répression contre les milliers d'hommes pour qui, selon le mot de Léon Trotsky, « la planète est sans visa ».

Une innovation consiste à frapper tous ceux qui auront manifesté leur solidarité aux réfugiés politiques au moyen d'un texte qui, en visant « l'aide directe ou indirecte » qui aura « facilité l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger », permet toutes les condamnations. Le « droit d'asile » abol est devenu le « recel de malfaiteurs ».

Alors qu'on a tellement annoncé l'abrogation des lois scélérates, ce nouveau décret-loi entre en vigueur. En dehors de l'indignation que ses mesures provoqueront, les buts qu'il poursuit sur le terrain de l'économie de la politique intérieure et extérieure, en décimant, en traquant, en s'efforçant de mater deux millions de travailleurs étrangers, pour les tenir à merci, font que ce coup brutal accable tous les travailleurs.

Gérard ROSENTHAL.

Effort de notre pays pour substituer à l'arbitraire une apparence de légalité

Les nouveaux décrets sur le séjour en France des étrangers ne pouvaient manquer d'éveiller l'émotion, en tout cas d'appeler d'énergiques réserves. Il serait pourtant injuste d'oublier que, pour la première fois en France, l'apatride expulsé échappe à la répression inexorable d'un délit pourtant impossible, s'il se voit cruellement limité dans le choix de ses résidences et surveillé dans ses déplacements, que, pour la première fois également, l'étranger expulsé peut venir plaider sa propre cause devant un délégué de l'administration. Ainsi commencent à se concilier, au moins dans la forme, les droits de l'homme et les prérogatives traditionnelles de l'Etat. Et si la féroce aggravation des pénalités heurte la sensibilité comme la justice, il ne faut pas méconnaître l'effort de notre pays, sinon pour résister victorieusement à la contagion xénophobe, du moins pour substituer à l'arbitraire une apparence de légalité.

Parmi les atteintes que subit déjà la civilisation fondée sur les postulats abstraits de la dignité humaine, je n'en sais pas qui revêtent un caractère plus tragiquement prémonitoire que la transgression des lois de l'hospitalité universelle par le pays qui, sur la foi de sa généreuse histoire, n'en représente pas moins la dernière espérance de la misère et la suprême caution de la paix.

Henry TORRES.

Soyons forts

La calomnie ne persistera pas

Notre ami Huart se trouve en Algérie depuis le commencement de mai, et il semble bien que sa tournée de conférences filmées soit un triomphe. Tous les jours il projette les films et parle. Il est pris à un tel point qu'il n'a pas un moment pour écrire un compte rendu de sa propagande. Le camarade Ferhenbacher, l'actif secrétaire de la section centrale de la S. I. A. Nord-Africaine, seconde Huart intelligemment et abaisse une besogne énorme, aidé par toute une pléiade de militants dévoués à notre mouvement. Cette action intense va continuer jusqu'au 20 juin, qui est la date fixée pour le retour de Huart.

C'est peut-être en Algérie, où S.I.A. a rencontré le plus de sympathie, où ses adhérents sont le plus nombreux. Mais là aussi où les haines s'exercent le plus contre elle. De la part des fascistes et des bolchevistes.

« Les cinémas (nous dit Huart) nous sont refusés souvent, et cette tournée est à moitié improvisée ; heureusement que les conférences attirent du monde et que les salles sont pleines. Un fait assez significatif : ce matin, dans le quartier où dimanche nous fîmes une réunion, les gosses, mi-Arabs mi-Français, parcouraient les rues en chantant « Vive S. I. A. », vivent les rouges, à bas les fascistes ».

Pourquoi faut-il que les Staliniens, qui ne perdent pas une occasion d'être odieux, poursuivent à notre égard leur infâme campagne qui ne peut servir que la cause fasciste ?

Le dénommé Bureau, secrétaire du Secours populaire de France, fait la même tournée que Huart pour combattre la S. I. A. Ce sera, d'ailleurs, peine perdue.

Les bruits les plus merveilleux sont répandus sur notre organisation, sur ses animateurs, sur Huart notamment.

Par exemple : que nous aurions fait une tournée dans le Nord dont le déficit serait de 30.000 francs, argent qui n'aurait pas été perdu pour tout le monde ; le malheur est que nous n'avons point fait de tournée dans le Nord. Huart est accusé de ne rendre aucun compte de ses conférences au siège central, il mettrait tout le produit de celles-ci dans sa poche. Et allez donc !

S. I. A. n'en poursuivra pas moins sa marche en avant, au grand dépit des dictateurs de tout acabit.

Mais notre délégué à la propagande antifasciste de la S. I. A. a besoin d'être soutenu. Nous prions donc de cette occasion pour déclarer à nouveau que Huart n'accomplit pas une œuvre personnelle.

Il est défrayé, au minimum, des frais occasionnés par ses voyages et perçoit un salaire inférieur à celui que touche un manoeuvre spécialisé de la région parisienne. Il rend régulièrement ses comptes, qui sont inscrits dans nos livres. Ses tournées de conférences-filmées ont toujours été bénéficiaires ; oh ! elles n'ont pas, l'une dans l'autre, rapporté des cents et des mille, car il y a eu des creux.

Mais le profit incontestable des tournées Huart, c'est l'effet moral qu'elles produisent. Nous les organisons, en raison de cela, même si pécuniairement nous devions perdre.

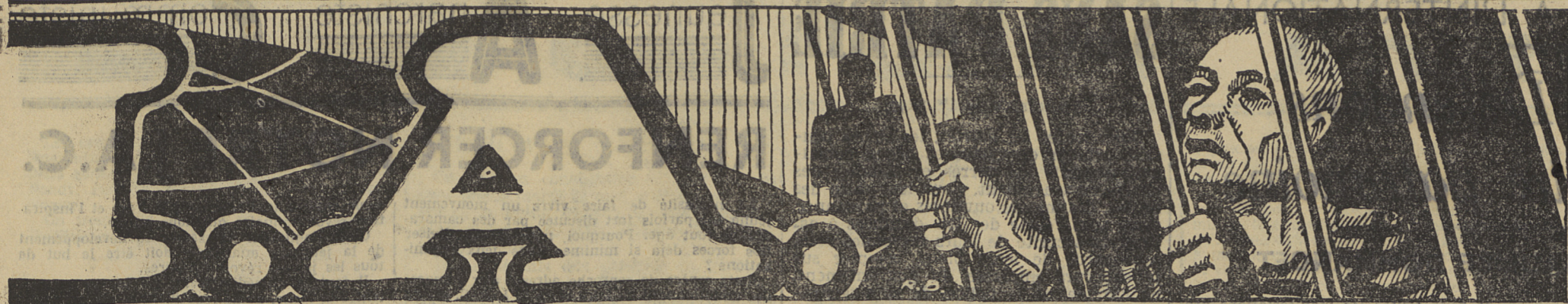
Lorsque nous avons créé la section française de la S. I. A., nous étions sûrs de la réussite, sûrs de mettre debout quelque chose de consistant. Nous avions vu juste puisque notre S. I. A. a maintenant plus de 40.000 membres et près de 300 sections.

Nous nous expliquons fort bien que ses ennemis l'attaquent ; que le Secours populaire de France, qui a tous les vices du Parti communiste, s'acharne contre elle. Nous ne comprendrions point que les copains s'alarment outre mesure de tout cela, et hésitent à faire un sort à toutes les calomnies lancées dans l'intention de faire couler notre œuvre.

Nous sommes surchargés de travail et nous ne parvenons qu'au prix d'efforts inlassables à remplir les tâches que nous nous sommes assignées. Nous ne voulons, en conséquence, ni perdre notre temps ni occuper notre esprit à réfuter, soit par correspondance, soit par la voie de ce journal, toutes les imbécillités que d'indignes adversaires font circuler en sachant pertinemment la fausseté de leurs accusations.

TOURNÉE DANS LE NORD

Nous envisageons l'organisation de conférences filmées dans le Nord. Les camarades que cette tournée intéressent sont invités à se mettre en relations avec l'ami Haussard, au Point-du-Jour, à Grouais (Aisne).



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Muchos camaradas están amenazados de expulsión.

Los que pueden deben ayudarnos a protegerlos.

Directa e indirectamente, han de aportarnos su concurso.

La racha represiva pasará en la medida en que sepamos luchar contra ella.

Ladecision de Ginebra Las expulsiones y la S.I.A.

Por cuatro votos contra dos y nueve abstenciones, la Asamblea de Ginebra ha decidido rechazar el pedido presentado por Alvarez del Vayo, en el sentido de abrir una información sobre lo que en España ocurre, de reconocer el ataque italo-alemán, de poner fin a la política de no-intervención y de ayudar al gobierno legal en su lucha contra la agresión.

La mayoría es poca. Y es un síntoma elocuente de que moralmente la causa nuestra gana terreno. Sobre todo si se tiene en cuenta que China, cuya posición es relativamente contundente en cuanto a los problemas generales que la Liga aborda — porque es la primera interesada, — Suecia y Nueva Zelanda, cuyo gobierno es socialista, y por lo tanto antifascista, se abstuvieron. Y sin embargo, las censuras presentadas a la timidez de la institución ginebrina por el representante zelandés podían hacer esperar una actitud distinta. Pero es costumbre de esos señores ser enérgicos en las palabras y castrados en el momento de obrar.

Asimismo, la actitud de Suecia, netamente antifascista en cuanto a su posición política, es sorprendente. Pero, conviene recordar que ese país vende mucho mineral, mucha madera y pasta de papel a Alemania. Y no quiere perder al cliente...

De todos modos, es seguro que la cuquería inglesa habría encontrado siempre el número de aliados que precisaba para imponer su resolución. Aun cuando los Estados o los gobiernos no estén decididos, deben ceder a la presión británica, que va señoreándose nuevamente de la política internacional, y dirigiéndola a su sabor.

Lo que ocurre con nosotros es ciertamente vergonzoso. El mismo representante de Francia declaró su simpatía por la de su gobierno por la España republicana. Sabemos que no faltan en el seno de este gobierno hombres que, sea por intereses nacionalistas, políticos, o por verdadera inclinación democrática, están de acuerdo con nuestra causa. Pero nos abandonan. Pueden hacerse toda clase de conjeturas acerca de los móviles de este abandono, y dar toda suerte de explicaciones, lógicas en todo o en parte. Pero el caso es que dejan

desangrar a España y a la democracia popular española.

Parece seguro que Italia ha prometido a Inglaterra retirarse de nuestro suelo después del triunfo. En el fondo, está obligada por los hechos, pues hasta los falangistas se van sublevando contra las tropas de Mussolini, y el mismo Yagüe las ha criticado, lo que ha motivado su encarcelamiento. Esta situación haría insostenible la presencia de las tropas del duce, y provocaría contra su dominio una unión nacional en la cual, si Franco acabase por triunfar, se operaría a la larga una especie de fusión que provocaría una especie de término medio social entre los combatientes : es decir una inclinación hacia las soluciones radicales de la izquierda nuestra, de parte de los que aportan al fascismo un contenido distinto de lo que quieren darle los caciques de Franco.

La retirada de las hordas mussolinianas es pues fatal. Y al hacer esta promesa, como si fuera una concesión, el dictador de Roma ha concedido simplemente lo que estaba obligado a hacer. De nuevo se ha burlado de Inglaterra.

Los gobernantes de esta última nación, seguros de que los italianos se irán, se dan por satisfechos. A este precio, dejan asesinar a la revolución española, a la que temen mucho más que al fascismo. Matan así dos pájaros de un tiro. En el fondo, no hay por qué sorprendernos de que las cosas sucedan así. No hay por qué sorprendernos tampoco de que haya sido reconocida la conquista de Etiopía. Es otra concesión hecha a Roma, con el propósito de atraer a Mussolini en la órbita de las naciones occidentales. Después, Inglaterra procurará asimilar la economía española, o limitar el alcance de las empresas alemanas.

Tal es en el fondo lo que ha perseguido desde el principio. «Lo malo es que como se decía recientemente en un artículo de este periódico, no se haya sabido buscar bastante la ayuda de los únicos que podían cooperar con nosotros: la de las clases obreras, de las organizaciones de clase que, aunque pertenecientes a otra internacional y a otra corriente, sentían profundamente nuestra causa, y habrían podido ejercer una presión cuyos resultados se habrían hecho sentir indefectiblemente.

D^r PABLO TENAZ.

Las cosas a medias

Hacer las cosas a medias equivale muchas veces a no hacerlas. Otras, es aún peor, porque se engaña a los que estarían dispuestos a prestar su concurso, haciéndoles creer que lo realizado es suficiente y que no conviene hacer más.

Esta observación nos ha sugerido en muchas ocasiones la actitud de muchas instituciones, organizaciones y partidos que han tomado internacionalmente nuestra defensa en las naciones de este continente y de otras partes, pero que lo han hecho en tal forma que es como si se diera a un hombre a punto de morir de inanición, un dedalito de agua.

Actualmente, la Federación nacional ferroviaria francesa está publicando, todas las semanas, una estadística de los materiales provenientes de Alemania que pasan directamente por Bayona a la España sometida por Franco. Nos informamos así de que llegan por toneladas cajones de porcelana, de vidrio, y otras cosas «sumamente frágiles» que es preciso manipular cuidadosamente...

Indudablemente, la Federación de los Ferroviarios hace bien en denunciar estos transportes. Pero, tal vez porque somos españoles y que entendemos, según el refranero, que «obras son amores y no buenas razones», opinamos que sería mucho mejor que los compañeros que toman esas estadísticas, se opusieran enérgicamente a que tales mercaderías pasaran.

No podría la Federación de los ferroviarios adoptar una actitud más enérgica? ¿No se da cuenta de que, por mucho que publique cifras y cifras, es ella, al fin y al cabo, también responsable de esos materiales, destinados a matar a nuestros compañeros y a avasallar a España lleguen a mano de los verdugos? ¿No ad-

vierte que está colaborando con su obra?

Si no tiene energía para tomar tales actitudes, que no han de hacer correr, por cierto, muchos riesgos, ¿qué resistencia se será capaz de ofrecer mañana al fascismo?

Creemos, por nuestra parte, que los camaradas ferroviarios franceses están dispuestos a la acción. Han demostrado ya suficientemente su solidaridad con nosotros, especialmente en cuestiones de fronteras. Pero, la disciplina sindical les ata. Es por esto que pedimos a las autoridades de la citada Federación si no pueden, si no quieren hacer otra cosa que publicar la estadística de su colaboración con los que nos asesinan.

En caso de que se decidiese a cambiar de actitud, las dispensáramos de redactar enérgicas ordenes del día, y de llorar mañana sobre nuestra tumba.

Varios Combatientes ferroviarios. (Frente de Lérica).

Las estampas de Sim estan en venta

Hemos recibido un gran número de dibujos de Sim.

Ya conoce la mayor parte de nuestros lectores, y la gran masa de los antifascistas, el contenido de estos dibujos. Son treinta acúareles que fueron inspirados por los combates del 19 de julio, y por las jornadas que siguieron.

Sim se ha revelado en ellas un artista consumado. Tanto el dominio del color, que da de por sí fuerza a tantos dibujos, como el sentimiento que le ha inspirado han alcanzado una altura poco común. Además, hay en Sim un observador verídico, que capta en su retina las actitudes de combate, los gestos, los detalles físicos que traducen un estado de alma, una disposición de ataque, un sentimiento de piedad.

De todo cuanto se ha producido en

Nuestros camaradas están al corriente, ya que ellos son los principales interesados, del decreto sobre extranjeros que el gobierno francés actual acaba de dar a conocer, y ha empezado a aplicar.

Nunca en la historia de esta nación, tales medidas han sido tomadas. Ni éstas, ni otras parecidas. Pero la reacción está avanzando, y lo que aquí ocurre es el reflejo de lo que acontece en otras partes.

Sea como sea, es imprescindible procurar limitar el daño, si no impedirlo. Gran número de camaradas de todas las nacionalidades están amenazados de expulsión, de «domicilio forzado», de condenas por un tiempo más o menos prolongado. Si ellos no cuentan con nuestra solidaridad, con nuestro apoyo, con nuestra defensa, su causa está perdida, y con ella la libertad habrá sufrido una derrota más.

La sección francesa de Solidaridad Internacional Antifascista, fiel a la misión por la cual fué creada, ha tomado desde el principio posición firme en esta emergencia, y se esfuerza ya por organizar un movimiento de protesta tendiente a impedir que las medidas anunciadas en el mencionado decreto sean aplicadas. Esto es el primer paso. Pero al mismo tiempo, está preparando una intensa campaña para obtener la anulación del decreto sobre extranjeros.

A tal fin, ha entablado relaciones útiles, y se prepara a la lucha.

Su tarea ha sido pues complicada. No se trata ya solamente de apoyar a la España antifascista. Debemos ahora proteger a todos los refugiados políticos de izquierda, venidos de tantas naciones, y que están amenazados de expulsión. Debemos tomar la defensa de los que están y serán inquietados por haberlos dado asilo.

Frente a esta situación, requerimos de nuevo, y con insistencia, la ayuda de los camaradas, de todos los antifascistas que comprenden nuestra labor, su necesidad y su magnitud. Es necesario aportar el esfuerzo que cada uno puede suministrar, es preciso formar el cuadro alrededor de S.I.A., o mejor dicho, aumentar su fuerza, sus recursos, y contribuir a su actividad.

Confiamos en que los antifascistas españoles comprenderán la urgencia de esta tarea y en que aportarán todo su concurso, para llevarla conjuntamente a cabo.

S.I.A.

NUESTRA LABOR

Cuando nos hemos encargado de organizar la sección francesa de la S.I.A., sólo nos ha movido el deseo de colaborar en los más posibles a la lucha contra el fascismo, y especialmente, ya que se trataba de los más urgentes, de ayudar a España, a la España que amamos, a la España que lucha contra una coalición reaccionaria formidable, a la España heroica que da al mundo un ejemplo de lo que puede y debe hacerse contra el ataque de los enemigos de la libertad.

Comprendemos que nuestra tarea es de largo aliento, no solamente porque la lucha en el territorio hispano ha de durar todavía, no solamente porque las consecuencias de esta lucha deberán movilizarse, durante años, a los antifascistas del mundo, cualquiera que sea la solución definitiva. Pero también porque la lucha contra el fascismo no se circunscribe en el espacio a la península ibérica, y porque ha de terminar solamente cuando caiga el último reducto reaccionario de los muchos que hay en el mundo.

Tenemos por tanto plena conciencia de nuestra misión, y la desempeñamos de acuerdo a esta visión de las cosas. Por esto, lamentamos que ciertas personas, antifascistas también, hagan contra nosotros, en este país y en España, una campaña más o menos insidiosa en cuanto a nuestra actividad. Por esto sentimos que se pretenda atribuirnos propósitos políticos o sectarios que en nosotros no han existido, ni pueden existir. Y lo sentimos más aun cuando estos temores, o estas afirmaciones son lanzados en una forma que nos vemos obligados a rechazar.

La S.I.A. francesa trabaja contra el fascismo. Pero el hecho de que se haya visto obligada a defender a antifascistas probados contra otros, menos probados, que les perseguían, lo

qual favorece el avance de las tropas de Franco, no es suficiente para que, con una ligereza inadmisible, se nos acuse de hacer una labor sin base por supuesta debilidad de nuestros puntos de vista. No. Trabajamos sobre lo permanente, y no tenemos, al respecto, lecciones que recibir de nadie. Pero sabemos, por una larga experiencia abonada por demasiados hechos, que el avance del fascismo no proviene solamente de los que se sitúan frente al pueblo español, sino de los que están aparentemente con él, o de hechos que concurren a facilitar los progresos del enemigo.

No son solo los microbios los que matan, sino la falta de higiene que facilita su desarrollo. Y cuando, mediante una buena organización profiláctica se puede interceptar el camino, puede afirmarse con exceso fundamento que el enfermo no muere solamente por las bacterias, sino por sus aliados inconscientes y conscientes, pero siempre efectivos, que no toman las medidas de contención necesarias, o sabotean las que se han tomado.

Desgraciadamente, la lucha contra el fascismo no es solamente un contraataque contra los enemigos que visiten el uniforme de los falangistas, de los guardias civiles, o que llevan la boina roja. Y ante tantos resultados desastrosos, nos hemos visto obligado a hablar.

¿Molesta el que hayamos pedido la amnistía para los presos antifascistas? Lo sentimos. Pero no tenemos ningún compromiso que nos impida protestar contra medidas conducentes a debilitar el frente antifascista. Y sabemos que sólo ante la presión directa, o ante el peligro inmediato, se cede, o se pone buena cara a los a quienes se considera, en el fondo, enemigos.

Con mucha satisfacción cesaremos de reclamar, con mucho gusto señalamos que Maroto no ha, sido fusilado, pero la amenaza que sobre él pesa, pero las detenciones de Máximo Franco, de Yoldi, y otras muchas cosas, pero el sabotaje al frente de Aragón, todo esto es labor que favorece al fascismo, y estamos obligados a combatir esas acciones, como se combate en España el espionaje.

Los que provocaron las jornadas de mayo pueden hacer por ahora, ante la proximidad del enemigo, cara de buenos amigos. Pero sabemos quienes son. Y no toleraremos sin protestar que asesten puñaladas a la resistencia contra las hordas de Franco. Ya vemos el resultado de las de ayer.

En buena hora callaremos cuando no haya represión. Pero cuando sepamos que se produce, la denunciaremos. Porque combatir al fascismo no es una razón para soportar métodos fascistas, cualquiera que sean sus autores. Por esto no mueren los milicianos en el frente.

Vida de la S.I.A.

UN FOLLETO ORGANICO DE LA S.I.A. ESPAÑOLA

Ya nos hemos referido varias veces a la labor magnífica que está realizando en España la sección nacional de Solidaridad Internacional Antifascista. Por doquier la masa proletaria, los antifascistas más activos han respondido al llamamiento que se ha hecho, y se han convertido en los creadores nacionales de la S.I.A. Sindicatos, agrupaciones específicas, entidades culturales, individuos aislados han aportado su entusiasmo cooperando, creando agrupaciones, enviando viveres, ropas, dinero, prestando auxilios, organizando actos de propaganda y de solidaridad de toda índole.

Tan formidable ha llegado a ser este movimiento que era, fatalmente, algo caótico. Y para encauzarlo debidamente, para darle estructura normal, el Consejo de España acaba de editar un interesante folleto en el cual se dan normas prácticas de organización y funcionamiento.

Se trata en este trabajo de los siguientes puntos : Fundamento moral de Solidaridad Internacional Antifascista ; Formación y constitución de las agrupaciones locales ; Organización interior ; Personal de las agrupaciones locales ; De los proyectos ; Realizaciones y delegaciones ; De las peticiones de auxilio ; La cotización, porcentaje de reparto ; La recaudación ; Atenciones y disponibilidades ; Administración de las agrupaciones locales ; Gestores de recaudación ; La propaganda en general ; La propaganda y las agrupaciones locales ; Sección de intendencia ; Tramitación e instalación de locales ; Asistencia social de S.I.A. ; Formalidades para prestar asistencia ; Petición de Auxilios ; Archivo de asistencia social ; Utilización de servicios ; Organización de los servicios médicos, farmacéuticos, comadronas, etc. ; Desaparecidos ; Dispensarios.

Como puede verse, es un estudio bastante completo de cuanto puede y debe hacerse y de la forma de realizarlo. La lectura del texto lleva al convencimiento de que hay, en los organizadores, un concepto claro de las responsabilidades y de la misión que debe cumplirse.

Este folleto es un compendio de la labor creadora de la S.I.A. Y la sección española sigue siendo la más pura expresión de antifascismo que haya surgido después de las jornadas de mayo, como lo son, por lo

demás, las otras secciones, incluyendo la de Francia.

LUCIA SANCHEZ SAORNIL

Lucía Sánchez Saornil ha sido designada para reemplazar en su puesto al compañero Pedro Herrera, secretario de Solidaridad Antifascista Internacional, institución mundial.

Nos alegramos de la designación de esta camarada, que ha demostrado ser una activísima organizadora, y una personalidad de talento. Lucía Sánchez Saornil ha sido la más ardiente inspiradora de la institución Mujeres Libres, y por su actividad incansable ha contribuido poderosamente al grand incremento que esta organización ha tomado en España.

Agitadora al mismo tiempo que organizadora, trabajadora constantemente y entusiasta, ella agrega a estas cualidades otras, literarias, que la colocan, a nuestro juicio, en el primer plano de los poetas de la revolución. Sus romances tienen siempre el ritmo, la imagen, la expresión, la inspiración de la poesía. No escribe versos en prosa, y sus cualidades serían más apreciadas si no estuviéramos en una época en la cual la poesía pasa a segundo plano. Pero es verdad que sólo con ella pueden expresarse a menudo ciertas cosas, en la forma vigorosa que se desea.

La secretaria mundial de la S.I.A. no podían estar en mejores manos.

Esperamos que la camarada Saornil encuentre en todas partes el eco que merecerán sus iniciativas, y nosotros, por nuestra parte, haremos para contribuir al éxito de su gestión. Por ella, y ante todo, por la causa antifascista que nos es común.

NUESTRA JIRA EN ALGERIA

La jira organizada por la S.I.A. francesa alcanza un éxito grandioso. Los milines dados por el delegado nuestro, compañero Huart, son por todas partes un triunfo.

Por doquier, el público acude, numeroso y entusiasta, a escuchar la voz de nuestros oradores. En los tres departamentos de Francia, el movimiento provocado por la S.I.A. es realmente promisor.

Otros actos han de celebrarse todavía. No dudamos de que nuestros camaradas aportarán su más entusiasta concurso para asegurar la continuación del éxito de la jira.

El Africa del Norte se está convirtiendo en una de las regiones más dinámicas de la S. I. A.

Notas desde España

HEROISMO DE UN PUEBLO

No sé si nadie comprende en el extranjero la magnitud del sacrificio que está soportando Barcelona. Y hablo de Barcelona porque en esta ciudad me hallo, y es probablemente la que, debido a las circunstancias de la guerra y a las condiciones económicas de la región, sufre más.

No se comprende probablemente porque un falso pudor impide decir la verdad. Tanto se ha hablado entre nosotros del hambre que pasaban los fascistas, que lo hemos aceptado como artículo de fe, y nos hemos creído favorecidos. Luego, hemos dicho a todas partes que nuestra situación económica era buena.

El menor conocimiento de la geografía, las simples nociones de lo que se enseña hoy en las escuelas primarias, el solo hecho de mirar uno de los mapas económicos para alumnos de enseñanza elemental habría hecho desvanecerse este optimismo superficial. Pero era difícil reaccionar contra la declaración enfática. Y la confianza, si no nos ha matado, nos ha hecho mucho daño.

Fuere por lo que fuere, la situación es así. No hay pan, sobre todo para el pueblo, pues lo poco que se encuentra va a manos que no son populares. Escasea el alimento. Las mujeres se ven obligadas muchas veces a formar cola durante una noche entera para conseguir una col. Y eso que estamos en la primavera, en una época de cosecha de producción hortícola.

¿Deberá el falso pudor prohibirnos decir estas cosas? ¿Es preferible dejar morir de hambre a un pueblo antes de reconocer la verdad y decirlo? ¿Aun cuando los fascistas exploten estas realidades para combatinos cerca de los que no tienen alma — pues es preciso no tenerla para regocijarse del hambre de un pueblo, y tales entes no pueden interesarnos... ¿conviene callarlas?

No lo creo. La ayuda ha de venir si se comprende la situación terrible que atraviesa Cataluña. La gran masa de los habitantes sufre lo que no puede imaginarse. Lo sufre sin protestar, resignada y confiada en el porvenir. Las mujeres pasan la mitad del tiempo en las colas, mucha gente está con la multiplicación de la población barcelonesa por tres, casi siempre en la calle. No hay sino rarísimos tranvías, de modo que es preciso desplazarse siempre a pie. Y cuando se come tan poco, puede suponerse lo que esto representa.

Un kilo de pan «francés» cuesta hoy casi lo que ganaba por semana un operario antes de empezar la lucha. De carne, no hablemos. No hablemos de otras muchas cosas.

El sacrificio que esta población hace por la libertad es indescriptible. Involuntariamente uno recuerda las narraciones del sitio de Gerona, o de Zaragoza.

¡Ojalá no llegue la situación a tal extremo! Pero sólo la ayuda exterior puede impedirlo.

Antifascista.

DE LA MARSEILLAISE A L'INTERNATIONALE

LA BOITE
AUX BOUQUINSDéfendons
notre patrimoine

UN OPUSCULE DE MAURICE DOMMANGET

Depuis qu'ils sont patriotes les communistes se montrent les plus vigilants défenseurs du patrimoine national. En moins de trois ans ils ont annexé Jeanne d'Arc, Descartes, Rouget de l'Isle et la Marseillaise, Napoléon, etc. Pourquoi pas la jument de Roland ou le cheval d'Henri IV ? Patience ! Ils y arriveront. Eh bien, qu'ils gardent leurs conquêtes. Qu'ils déploient largement le drapeau tricolore, ce-lui des Versaillais, qu'ils fassent défilé avec eux la police, les curés, qu'ils clament à plein gosier la Marseillaise, nous ne leur défendons rien de tout cela. Mais nous défendons nous aussi, notre patrimoine. Notre patrimoine révolutionnaire, bien entendu.

L'Internationale était, depuis bon nombre d'années, la chanson du prolétariat. Nul n'aurait songé à contester sa supériorité, sans nous braves communistes. Maintenant ils lui adjoint la Marseillaise et elle ne paraît plus qu'en supplément à la fin des meetings et des congrès. Peu de gens connaissent l'histoire des deux chansons rivales et il faut savoir gré à Maurice Dommanget de nous la conter aujourd'hui (1).

« Composée dans un milieu de guerre, par un officier de carrière sorti des écoles militaires, chantée pour la première fois dans un salon rempli d'officiers, dédiée à un maréchal, exécutée pour la première fois publiquement par une musique militaire, popularisée surtout par les volontaires marseillais, devenue hymne officiel aux armées avant d'être l'hymne du pays, la Marseillaise respire ce que Pottier appelle d'un mot expressif : le cannibalisme. De ses couplets s'exhale une odeur de sang. C'est comme le rugissement d'une bête féroce.

Née pendant la Révolution, elle n'est pas un chant révolutionnaire, pas même un chant républicain. C'est un chant de guerre et tous les gouvernements l'utiliseront comme tel si bien que Rouget de l'Isle disait lui-même certain soir : « Ah ! ça va bien mal. Je viens d'entendre chanter la Marseillaise ! »

L'Internationale n'eut pas tout de suite le succès qu'elle méritait. « Bien que j'aillais tout brûlants en juin 1871 du cœur de Pottier, enflammé au spectacle d'une répression impitoyable, ses vers si fermes et si sonores, ses couplets d'une exaltation si vraie, son refrain si dynamique, ne trouvaient pas un musicien capable de leur donner des ailes ». Ce fut seulement en 1888 que Pierre Degeyter, simple ouvrier d'usine, composa l'air magnifique qui pare les strophes de l'hymne révolutionnaire. Mais l'Internationale mit encore longtemps à se faire entendre. Enfin à partir de 1896, elle est chantée dans les congrès ou-

riers et dans toutes les manifestations prolétariennes. Depuis elle a conquis le monde. Nous savons bien pourquoi les communistes la délaissent. Pour orchestrer leur campagne en faveur de l'Union Sacrée et de la guerre antifasciste, ils avaient besoin d'un chant agressif, d'un cri de haine : ils ont pris la Marseillaise. Mais nous qui voulons la paix entre tous les travailleurs, nous dont les principaux ennemis sont à l'intérieur des frontières, fidèles à notre chant de classe, à notre Internationale, nous répondrons aux communistes en leur citant ce poème qu'un des leurs, le trop célèbre Aragon, écrivit quelques mois avant le fameux tournant :

« Cède le pas à Marseillaise
à l'Internationale, car voici
l'octobre où s'embront les derniers accents.

Aux armes citoyens !
Qui parle ? Des généraux, des marchands,
la police.

Formez vous bataillons !
Nous nous connaissons gendarmes !
Marchons, marchons ! Eh bien, qu'ils marchent.

Nous les attendons, camarades,
Vous êtes tous des ouvriers, des paysans,
des travailleurs.

C'est contre vous, c'est contre nous qu'ils
vont, qu'ils marchent.
Soyons unis. Comment auraient-ils assez de
balles pour nous tous ?

Et nous pouvons prendre les arsenaux et
les armureries.
Soyons unis dans l'action : pas de pitié.
Ils reviendront toujours plus forts. Vous
soutiendrez-ils ?

Comment ils ont tué Sabatier ?
Soyons unis : les voilà ! Que chantent-ils
les vaches ?

Qu'un sang impur
Abreuve nos sillons.
On va bien voir lequel est le plus rouge,
du sang du bourgeois, ou du sang de l'ouvrier.

Debout !
Peuple travailleur !
Debout !
Les damnés de la terre.

Jean REMY.

(1) De la Marseillaise de Rouget de l'Isle à l'Internationale d'Eugène Pottier, par Maurice Dommanget, 1 brochure, en vente au Libertaire, 4 francs.

AUTOUR DE L'AFFAIRE
GARNIER-BIDAULT-DAVID

Une protestation à la C.G.T.

Les représentants des syndicats et délégués au congrès de l'U. D. de la Loire (des 7 et 8 mai) dont les noms suivent, devant le refus du président Frachon, délégué de la C.G.T., de remettre la parole à des délégués de la minorité, après avoir donné une interprétation fautive d'un vote qui venait d'avoir lieu, indignés de voir la majorité de l'U. D. refuser de soutenir deux militants injustement emprisonnés, ont décidé de quitter le congrès.

Ils protestent :
1° Contre la longue intervention de Frachon avant le vote du rapport moral, intervention qui avait pour but d'influencer le vote des délégués ;

2° Contre le fait que Frachon ait donné une fautive interprétation à un vote. Il avait consulté le congrès pour savoir si les deux motions présentées sur le cas Garnier devaient être mises aux voix. Une majorité non contrôlée d'ailleurs par le compte des mains levées s'étant prononcée pour la mise aux voix, il a proclamé, en dépit de toute objectivité, que cette majorité s'était prononcée pour la résolution présentée par le bureau de l'U. D., résolution qui ne prenait pas position contre l'arrestation de Garnier, mais se prononçait simplement pour la victime Chazurier et contre les méthodes de violence, laissant ainsi sous-entendre que Garnier s'était livré à des actes de violence et était responsable de la mort de Chazurier. Il a ensuite refusé la parole aux délégués qui demandaient une mise au point sur ce vote faussé ;

3° Ils renouvellent leur protestation indignée contre l'arrestation de Garnier et David, contre l'inculpation de Bidauld et demandent la libération des emprisonnés ; ils protestent contre l'U. D., contre la Fédération du Bâtiment, contre le délégué de la C.G.T., Frachon qui, non seulement n'ont rien fait pour faire libérer Garnier, mais en ont profité pour lancer des insinuations malveillantes utilisables par le procureur de la République et la police et tenter de désorganiser le syndicat du bâtiment actuel.

Ils demandent à la C.G.T. d'intervenir contre ces manœuvres antisyndicales au profit d'une tendance à laquelle n'appartenait pas Garnier, manœuvre déjà esquissée au Syndicat du Bâtiment par les délégués de la Fédération et dans un meeting le 26 avril, par ladite Fédération, la direction de l'U. D. et Frachon de la C.G.T. Ces manœuvres créent une atmosphère de division dans notre Union départementale et dans les syndicats la composant.

Ils comptent sur le Bureau confédéral et la C.A. pour faire respecter la démocratie syndicale et la liberté d'opinion dans notre U. D.

Touron, secrétaire du syndicat litho et les deux autres délégués Brun et Kunast ; Soulier, secrétaire du syndicat typo, délégué ; Thevenon, secrétaire du syndicat des instituteurs et les 13 autres délégués : Poyet-Poulet, R. Garand, Victor Girard, Ducreux, Salvat, Duperray, A. et M. Porte, Benoit Gagnaire, A. Thevenon, Rozet, Peyrache, A. Girard ; Arnaud, délégué du syndicat de l'habillement de Firminy ; Bessac, secrétaire du syndicat de l'habillement de Saint-Etienne ; Metre, un des deux délégués du syndicat des cheminots de Terrenoire ; Deleage, secrétaire du syndicat des teinturiers de Saint-Etienne ; Pierre Méallier et les autres délégués ; Guignand, secrétaire des mineurs du Chambon-Fégerolles ; Rastie, délégué des mécaniciens-dentistes ; Nolecourt, secrétaire du syndicat des coiffeurs de Saint-Etienne ; Gastal, Rouge et Gaillie, délégués du syndicat des métaux de Roanne ; Marcoux, secrétaire du syndicat des crayons Marquise à Saint-Julien-en-Jarez ; Mme Gilberton, Gaudry, délégués du syndicat des agents P.T.T. de Saint-Etienne ; Gallier, délégué du syndicat des agents P.T.T. de Roanne ; Arnaud, délégué au congrès par le syndicat des mineurs de Saint-Genest-Lerpt ; Bertail, secrétaire du syndicat des

Le mouchard Tamburini
agent triple et provocateur
est sous la protection
des autorités françaises !

Après avoir été employé au bureau de la prison de Perpignan, Tamburini est en liberté provisoire. Il travaille même, paraît-il, dans un magasin de cycles de Perpignan. Lors de l'enquête sur les cogouliers et les diverses affaires de bombes, il a dévoilé tous les dessous de l'organisation fasciste italienne en France ; aussi, a-t-il été menacé par le consul d'Italie d'être ramené là-bas (et on sait ce que cela veut dire). Aussi reste-t-il à Perpignan où l'on ne peut rien contre lui. Et il fait le « mouton » dans tous les sens puisqu'il vend aussi bien les uns que les autres.

Il est le principal responsable de la condamnation de Corsi à 6 mois de prison ; en effet, il a indiqué la falsification de son passeport qui paraissait parfaitement régulier, et de plus a déclaré l'avoir connu à Barcelone comme anarchiste sous le surnom de « Il toscano ». Et nous tenons de bonne source que les renseignements fournis par Tamburini furent une révélation pour le parquet de Cér.

D'autre part, il s'est trouvé qu'à la suite des événements de juillet 1936, un certain nombre de passeports italiens découverts au consulat de Barcelone avaient pu être utilisés. Mais le fait étant connu en Italie, la frappe des passeports a été changée. Ceux dont il s'agit étaient aux armes du duc de Savoie et avaient été frappés en 1930. Les passeports apportés au renouvellement ont donc été changés. En conséquence, et maintenant que police et gendarmerie françaises sont prévenues, il n'est plus possible d'employer ces passeports pour la France.

Il y a pire. C'est que certains Italiens antifascistes avaient l'intention de s'en servir pour revenir en Italie. On comprend aisément que cela constituerait pour eux un danger de mort.

mineurs de Saint-Chamond et Avel, délégué au congrès ; Lheureux, secrétaire des mineurs de Roche-la-Molière et les 15 autres délégués au congrès ; Rivière, secrétaire du syndicat des mineurs du Chambon-Fégerolles et les 4 autres délégués au congrès ; Louis Navant, délégué du syndicat de l'habillement de Firminy ; Pichon, délégué mineur et les 13 autres délégués du syndicat des mineurs de la Ricamarie et les 19 autres délégués ; Serre, secrétaire des délégués ; Genest-Lerpt et les deux autres délégués ; Martel et Annoulier, secrétaires adjoints du syndicat du bâtiment de Saint-Etienne et les 18 autres délégués ; Berthois, secrétaire du bâtiment de Firminy et l'autre délégué ; François, secrétaire du bâtiment de Rive-de-Gier ; Marie, délégué des syndicats du bâtiment du Chambon ; Civet, secrétaire adjoint et délégué du Syndicat du Bâtiment de Roche-la-Molière ; Richard, secrétaire du syndicat du textile de Saint-Julien-Mollin-Molette ; Mme Grollet, secrétaire du syndicat du textile de Firminy, déléguée ; Lac, délégué des agents des lycées ; Cusset, délégué de l'enseignement des 2^e et 3^e degrés ; Audreli, délégué du syndicat de l'Enseignement technique à Saint-Etienne.

SANS PATRIE

(Suite de la 1^{re} page)

Dans toutes les patries, les riches peuvent acheter de vastes et beaux domaines, acquérir des terres et installer des usines où travaillent, pour leur faire des rentes, des masses ouvrières et paysannes, vivre sous l'égide des lois destinées à assurer la sécurité de leurs personnes et la sauvegarde de leurs biens, compter sur le concours empressé du gouvernement, de l'armée, de la police, de la magistrature et sur l'appui des castes sacerdotales.

Sous sa forme actuelle : le capitalisme, la richesse est internationale ; la patrie des riches n'est nulle part, car elle est partout. A l'échelle mondiale, elle ne forme qu'une seule et même patrie, à laquelle, au-dessus de toutes les frontières et sans distinction de race ou de nationalité, appartiennent, où qu'ils soient nés, tous les membres de la classe possédante : les riches.

En sorte que, paradoxe bizarre et pourtant fait positif, conséquence stupéfiante et cependant exacte de ce qui précède : on peut soutenir que, malgré qu'ils se targuent d'avoir une patrie, les riches n'en ont aucune, du fait qu'ils les ont toutes, puisque, grâce à leur fortune, en Orient comme en Occident, dans les régions du Nord comme en celles du Sud, ils trouvent partout : accueil gracieux, hospitalité souriante, vie facile et agréable, protection et défense gratuites, main-d'œuvre à discrétion et profits abondants. Et c'est ça, c'est tout ça et rien que ça, la patrie qu'il est naturel d'aimer et juste de défendre.

Les riches n'ont donc, je le répète, aucune patrie fixe et précise, puisque, et parce qu'ils les ont toutes.

De ce que je viens d'écrire, il résulte ceci :

D'une part, les pauvres (qui, par définition, ne possèdent rien et manquent de tout) n'ont pas de patrie, puisqu'ils ne sont bien accueillis, bien vus, en sécurité et chez eux, dans AUCUN PAYS DU MONDE.

D'autre part, les riches (qui, par définition, possèdent tout et ne manquent de rien) n'ont pas davantage une patrie unique et déterminée, puisque, qu'ils fixent leur résidence dans leur pays d'origine ou n'importe où ailleurs, ils sont bien accueillis, bien vus, en sécurité et chez eux dans TOUTS LES PAYS DU MONDE.

Est-ce suffisamment clair ?

Deux conclusions se dégagent logiquement de ce modeste aperçu. L'une est de principe et l'autre de fait.

Mais elles exigent quelques développements. Le lecteur les trouvera dans le prochain numéro du Libertaire.

(A suivre.)

SEBASTIEN FAURE.

La question
de l'Etat(Suite de la 3^e page)

Nous ne nions pas l'influence de l'économie sur les organismes politiques. Nous savons que l'Etat est généralement du côté de la bourgeoisie. Mais nous ajoutons qu'il agit sur l'économie, qu'il est capable de l'organiser par lui-même, pour lui-même, que cela s'est déjà produit, que cela se produira encore. Nous affirmons qu'il a ses intérêts économiques propres, et qu'il les sert avant tout, quels que soient les modes de production et les rapports des classes, en s'appuyant sur celle qu'il peut mieux utiliser, ou en la constituant si cela est nécessaire. Ce qui s'est produit en Russie se produirait partout où la réaction violente des masses ne détruirait pas cette « formation parasitaire » ainsi que l'appellait Marx, en faisant l'apologie de la Commune, qui niait l'Etat (6).

Parmi les socialistes qui observent les faits, il en est assez qui comprennent maintenant tout le mal de l'Etat totalitaire, et qui voient que l'Etat marxiste aboutit forcément au totalitarisme, quand il ne le veut pas d'embellie. Ils se rendent compte que nous avions raison lorsque nous proclamions que cet Etat ne se détruirait jamais de lui-même, que son « déperissement » était une illusion, qu'il se renforcerait toujours, que la dialectique du « socialisme scientifique » ne comptait que sur certains aspects de l'histoire, que tous les raisonnements prédestinés dans leur succession logique étaient faux devant la variété des faits et que toute reconstruction étatiste impliquait l'exploitation et l'oppression du peuple sous une forme plus ou moins nouvelle.

Revenons donc aux principes essentiels du socialisme, sur lesquels Marx et Bakounine coïncident, sur lesquels nous aussi, socialistes sincères et anarchistes, coïncidons, si nous n'avons pas abandonné les buts de nos grands théoriciens, si les moyens d'action erronés ne nous ont pas dévié de ces buts. « Suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, et du gouvernement de l'homme par l'homme, qui engendre toujours l'exploitation ». Tel est notre commune aspiration.

Révolution sociale, émancipation politique et économique au moyen de l'organisation directe des activités sociales par les masses et l'assimilation immédiate, au rang des travailleurs, des privilégiés de toute sorte. Tel est, synthétiquement, le programme du socialisme. Et nous autres, anarchistes, n'avons jamais cessé d'être des socialistes révolutionnaires, comme Bakounine aimait presque toujours à s'appeler.

J'exposai, dans un dernier article, les lignes générales de reconstruction socialiste, telle que peuvent l'accepter les anarchistes et les socialistes qui ne subordonnent pas les buts aux moyens, mais qui adaptent les moyens aux fins qu'ils poursuivent.

MAX STEPHEN.

(6) Dans le manifeste publié le 19 avril, la Commune demandait « l'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de France », laquelle « n'aura pour limite que le droit d'autonomie pour toutes les autres communes adhérentes au contrat, dont l'ensemble doit assurer l'uniformité ». Cela était du fédéralisme anarchiste, et non pas de l'étatisme.

Jeunesse Anarchiste Communiste

RENFORCER NOTRE J.A.C.

La nécessité de faire vivre un mouvement jeune est parfois fort discutée par des camarades de tout âge. Pourtant, nous dit-on, diviser nos forces déjà si minimes dans deux organisations ?

Cette espèce de reproche adressé aux camarades ambitionnant de faire vivre la J. A. C. est dû à un malentendu qu'il est nécessaire de dissiper. D'abord, il n'y a pas deux organisations distinctes, car il est indiscutable que le camarade adhérent à l'organisation jeune est automatiquement membre de l'Union anarchiste. Les forces ne sont pas divisées, tout au contraire : si la Jeunesse anarchiste attire à elle des éléments nouveaux, elle renforce le mouvement anarchiste et il y a naturellement une augmentation d'efficacité plutôt qu'une quelconque division.

Le mouvement jeune n'est donc pas créé pour s'opposer à l'adulte, mais bien pour le compléter. La J. A. C. est en effet, à notre avis, le complément indispensable de l'Union anarchiste. Si ces jeunes qui n'ont aucune divergence particulière avec leurs camarades adultes demandent et ont obtenu une certaine autonomie d'organisation, il serait ridicule de la part de camarades anarchistes de s'en plaindre.

Les problèmes sociaux et politiques qui intéressent la classe ouvrière sont certes les mêmes pour les jeunes et les adultes. Tout ce qui touche la classe ouvrière touche en même temps les jeunes.

Cependant certaines contradictions de la société bourgeoise font des jeunes les premières victimes du système capitaliste, les jeunes sont en général plus exploités que les adultes. La contribution au service militaire est supportée par les jeunes, et celles qui puissent être leurs conceptions particulières, c'est sans plaisir qu'ils conçoivent cette aide à la Patrie pendant deux ans.

A la caserne, les jeunes prolons sont tous égaux devant la servitude militaire et cette égalité de situation nullement recherchée est un argument en faveur de notre lutte révolutionnaire.

A cause de tout cela, nous pensons que des jeunes ont plus de facilité de communiquer avec d'autres jeunes. Les raisons de rébellion de la jeunesse ouvrière contre la société actuelle ne manquent pas et c'est à la jeunesse sinon de les toujours découvrir du moins de s'en servir.

Ainsi s'éclaircissent les raisons de l'activité particulière de la J. A. C. Il y en a d'autres cependant ; nombreux sont encore les jeunes travailleurs qui trompés par la démagogie des partis politiques auxquels ils appartiennent pourrissent venir chez nous si nous savons les accueillir.

La Jeunesse Anarchiste doit donc renforcer son organisation et il est du devoir de tous les jeunes anarchistes de notre mouvement d'y adhérer et de la faire vivre.

Nous devons apporter à la jeunesse ouvrière

nous environnant nos mots d'ordre et l'inspiration révolutionnaire qui nous anime.

Créer l'agitation nécessaire au développement de la jeunesse anarchiste doit être le but de tous les jeunes révolutionnaires.

Il faut qu'immédiatement, les jeunes se mettent à la tâche, qu'ils recueillent ce qui sera tout d'abord notre moyen de lutte, l'argent. Pour faire vivre un mouvement, il lui faut apporter ce premier élément indispensable à son développement.

Tous les camarades se mettront à la tâche, et notre organisation qui sera une école de lutte anarchiste, prendra dans le mouvement ouvrier la place qui lui incombe en raison des idées qu'elle propage.

P. S. — Tous les envois de fonds pour la J. A. C. doivent être adressés au chèque postal R. Caron 963-75, Paris.

A PROPOS DE BAL, DANCING ET Cie

Vraiment drôles nos « amis » de la jeunesse ouvrière chrétienne, presque autant que nos non moins sympathiques lascaros de l'« Avant-Garde » et des aventures d'Alchille Leclercq. C'est un autre genre peut-être ? Mais jugez plutôt : « Rien n'est épargné pour les attirer, les séduire et les garder » (il s'agit des amateurs de bals, dancings et Cie).

Les moyens de locomotion, la beauté, les charmes du lieu, la lueur des salles, la féerie des lumières, la musique entraînée, ou se sert de tout, pour flatter les jeunes et les faire tomber dans le panneau.

Evidemment ! Ça n'est pas très joli, les moyens employés pour attirer les jeunes dans ces « lieux de perdition » que peuvent représenter quelquefois les dancings.

Mais ils nous font bien rire, ces colatins ! Ils sont bien renseignés pour protester contre l'accapement de la jeunesse. Outre clubs et patronages, ils pourraient peut-être donner des leçons à ceux des bals et dancings. Ils s'y entendent, nous semble-t-il, les curés lorsqu'il s'agit de mise en scène pour attirer les jeunes et même les vieux. Les encens, les orbes, les chants, les décors, les sermons, la lumière voilée, les gestes grandiloquents et autres ne seraient-ils employés que pour impressionner le passant du coin ? Non, mais sans blague !

Blaguapap

Tous les camarades de la J. A. C. doivent être présents le dimanche 29 mai, à 13 heures précises au « Lib » pour travail important.

NOTRE LIBRAIRIE

Les problèmes de la Révolution prolétarienne, de Fernand Loriot	3 fr.
Histoire du mouvement syndical français, par Georges Lefranc	30 fr.
Franco	32 fr. 50
Histoire des Bourses du Travail, par F. Pelloutier	15 fr.
Franco	17 fr.
Le mouvement ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome I	45 fr.
Franco	48 fr. 75
La duperie du Statut du Travail, par Chambelland	0 fr. 50
Un mineur français en U.R.S.S. de K. Legay	4 fr.
Franco	4 50
J'ai été ouvrier en U.R.S.S., de A. Smith	3 fr.
Franco	3 50
Quelques écrits, d'Adhémar Schwitzguebel	5 fr.
Franco	5 50
Les Joyusetés de l'Exil, de C. Malato	15 fr.
Franco	16 fr.
Marianne à la Curée, de F. Kolney	5 fr.
Franco	5 50
La Marche royale, de A. Latzko	4 fr.
Franco	4 80

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60.

Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.	
Evolution et Révolution, par Elisee Reclus.	
Aux jeunes gens, par Pierre Kropotkine.	
Entre paysans, par E. Malatesta.	
Immortalité du mariage, par René Chaugli.	
La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.	
L'Amour libre, par Madeleine Verneil.	
Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.	
Le Salarial, par Kropotkine.	
Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.	
Les Prisons, par Pierre Kropotkine.	
Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Griffuel.	
Francisco Ferrer, Anarchiste.	
Propos d'Educateurs, par Sébastien Faure.	
La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.	
L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, ou devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.	
La Révolution Russe en Ukraine, par Nestor Makhno	12 »
La Grande Retape, par Aurèle Patonni	10 fr.
Le Rire dans la Cimetière, par Aurèle Patonni	6 fr.
Les Fécondations criminelles, par Aurèle Patonni	6 fr.
Les Insurrections Lyonnaises (1831-1834), par Jacques Perdu	4 50

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUCUN ENVOI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE DE 10 % POUR FRAIS D'ENVOI

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION
SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux
En vente au Libertaire : 18 fr.
Franco : 19 fr. 50

N'attendez plus

Beaucoup de camarades ont exprimé leur ferme volonté de se procurer

"L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE"

Ils en ont ajourné l'acquisition pour diverses raisons. Nous avisons ces amis que notre réserve, peu à peu, s'épuise.

En conséquence, nous les prévenons que nous ne pouvons garantir que

JUSQU'AU 15 JUIN 1933

la livraison des ouvrages qui nous seront commandés.

"L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE"

ouvrage UNIQUE AU MONDE, comprenant 4 beaux volumes format du Grand Larousse (32x25) — est mis en vente comme suit :

1° — AU COMPTANT

2° — A TERME (en 7 mensualités) de Fr. 70

tous frais d'emballage et d'expédition compris.

Adresser les commandes à la

LIBRAIRIE SOCIOLOGIQUE

14, Rue de Marengo, 14
LILLE (NORD)

Compt. Chèque Postal : 346-28 Lille

N'attendez plus

La vie de l'Union Anarchiste

Les camarades désireux de militer à l'Union Anarchiste et à la J. A. G. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10^e, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

REGION PARISIENNE

III^e et IV^e, V^e et VI^e, IX^e et X^e arr., XI^e et XII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e et Boulogne-Billancourt, XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Antony, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Argenteuil, Bagneux, Blanc-Mesnil, Bondy, Champigny, Charenton-le-Pont, Choisy-le-Roi, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Courneuve, Les Lilas.

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, L'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Ville-neuve-le-Roi, Palaiseau, Pontoise, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montreuil, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villepinte, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Vitry.

PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Carcassonne, Chambéry, Couëron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Gaudens, Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Inter-local de la Thiérache.

Toulouse, Alençon, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Crampe, Maubeuge, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand-Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbès, Nîmes.

Thonon-les-Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Fréon, Chautout, Toulon, Saint-Gilles.

GROUPE J. A. C.

REGION PARISIENNE

I^{er} et II^e, III^e et IV^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XV^e, XVI^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Bagneux, Bobigny, Glichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

PARIS-BANLIEUE

REGION PARISIENNE

REUNION DES TRESORISERS DES GROUPE DE LA REGION PARISIENNE, SAMEDI 21 MAI, A 15 H. 30 AU SIEGE DU « LIBERTAIRE », 9, RUE DE BONDY.

SECTEUR NORD-EST

Réunion des secrétaires des groupes des 10^e arr., 19^e arr., 20^e arr., Aubervilliers, La Courneuve, Pantin, Bobigny, le lundi 23 mai, à 21 heures, au « Lib. ».

SECTION EST

La réunion constitutive du Secteur Est aura lieu le mardi 24 mai, à 21 heures précises (à la Petite Grotte), 6, rue Saint-Bernard, Paris (11^e). Métro Faidherbe-Chaligny ou Ledru-Rollin.

Les adhérents des groupes du 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 11^e, 12^e, Bagneux, Montreuil, Vincennes, Saint-Mandé, Charenton, doivent être présents.

Les groupes ou secteurs désirant établir un stand à notre fête de Livry-Gargan sont priés de passer ou d'écrire au « Libertaire », avant le 1^{er} juin.

SECTEUR OUEST

Le groupe de Colombes invite les camarades et les lecteurs du « Libertaire » de la Région Ouest : Colombes-Asnières-Gennevilliers-Argenteuil-Courbevoie, etc., à la SORTIE CHAMPETRE qui aura lieu le dimanche 22 mai dans les bois de Cormeilles, entre le Fort de Cormeilles et Sannois.

Moyens de transports :

Autobus 40 et 64, descendent au terminus. Trains Saint-Lazare-Argenteuil, descendent au terminus. Gare d'Argenteuil, ensuite prendre l'autobus gare d'Argenteuil au Moulin de Sannois, descendre rue du Fort (dernier arrêt), suivre la route indiquée par les flèches.

Aporter des provisions et si possible des instruments de musique. En cas de pluie s'abstenir.

UNION REGIONALE AULNAY, LIVRY-GARGAN

Assemblée générale de tous les membres des groupes de l'U. A. le dimanche 29, à la mairie de Livry-Gargan.

Ordre du jour :

Organisation et agitation de l'Union.

Préparation de la fête du 12 juin.

ERMONT

Balade sylvestre le 28 mai 1938, à Saint-Leu-la-Forêt; trains toutes les heures depuis 8 heures du matin de Paris-Nord.

Emporter repas. Boisson sur place.

En cas de mauvais temps, les camarades se retrouveront au Café de la Mairie, près mairie de Saint-Leu.

Sinon, rendez-vous près de l'Etang Neuf, sur la route de Chauvry, situé sur la droite de la route.

Participation du groupe Floréal. Jeux, chants en plein air.

GOUSSAINVILLE

Le samedi 14 mai, salle Cauet, où lieu une conférence de notre camarade Sébastien Faure. Le sujet de cette conférence : « Fascisme, guerre, ou transformation sociale ? » fut débattu, l'auditoire extrêmement attentif et sympathique. Deux camarades ont demandé quelques précisions, Aurèle Paterni et Sébastien Faure ont répondu à la satisfaction générale.

En somme, bonne réunion pour notre localité, le succès nous encourage et nous invitent à continuer sur la même voie. Les camarades qui ne peuvent pas venir, nous rejoindront dans notre groupe, pour mener à bien la lutte contre l'autorité.

Une collecte pour les enfants d'Espagne hébergés dans notre localité a rapporté 93 fr. 25.

Le Groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Tous les copains sont convoqués à l'Assemblée générale, qui aura lieu VENDREDI 20 MAI, à 21 heures, chez Joseph, 59, rue de Limel.

VOIX DE PROVINCE

ALGER

Le Cercle d'éducation sociale U. A. organise pour le lundi de la Pentecôte (6 juin) une excursion en auto-car au Camp des Chênes (Gorges de la Chiffa). Les camarades qui désireraient y participer sont invités à se faire inscrire dès maintenant, le nombre des places étant limité.

Les amis et sympathisants sont cordialement invités.

Renseignements au Cercle, 6, rue Lacanaud, tous les soirs de 18 à 20 heures.

Profitant du séjour à Alger du camarade Huart, le Cercle organise deux réunions générales les samedi 4 juin à 18 heures et dimanche 12 juin à 9 heures du matin. Au cours de ces réunions, Huart traitera de diverses questions sociales et économiques. Ces réunions étant rigoureusement réservées aux membres adhérents, les camarades sympathisants qui désireraient y assister sont invités à retirer leur carte de membre du Cercle.

FEDERATION ANARCHISTE D'ALGERIE

Le Congrès de la Fédération anarchiste d'Algérie se tiendra à Alger, le 5 juin. Les camarades qui n'auraient pas reçu la lettre circulaire d'avis et l'ordre du jour et qui désiraient assister à ce congrès sont invités à en faire la demande en s'adressant à la permanence qui est tenue chaque soir de 18 à 20 heures au local du Cercle d'Education Sociale d'Alger, 6, rue Lacanaud, où tous renseignements leur seront fournis.

LYON

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U. A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désiraient vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavorel.

Le vendredi 20, à 21 heures, au siège de l'U. A., 212, rue de Créqui, aura lieu une causerie sur la République athénienne, par un professeur agrégé d'histoire.

VILLEURBANNE

L'affaire Giraudeau

Qui ne la connaît pas dans la région lyonnaise ? Toute la presse en a parlé, avec, naturellement, des appréciations variant selon les tendances ou les boutiques. Si on lui fait tant de publicité, c'est parce que Giraudeau, élu communiste de la municipalité, manifestait une opinion par trop contraire à celle des bonzes de son parti. A chaque session du Conseil municipal de notre « ville rouge à pavillon tricolore », ce n'étaient que chaises renversées, nerfs froissés, langages « folkloriques », à propos de finances ou d'autres choses. Personnellement, j'ai pu joindre Giraudeau qui affirmait avoir donné sa démission à son « ex-grand-père », tandis que Joly, le maire, se targue de son exclusion. Nous n'avons pas, quant à nous, à prendre position sur ce point-là. Seulement, devant les calomnies répandues par les staliniens, nous tenons

à préciser que Giraudeau n'est ni un fasciste, ni un doriotiste. L'avenir nous dira si, accablé des lâches mensures politiques, il tendra à prendre une position révolutionnaire plus logique et plus franche. Pour le moment, qu'il nous soit permis de le remercier pour les énergiques paroles qu'il prononça contre les exploiters de révolte humaine, contre ceux qui, à l'ombre du gras et veule Staline, préparent l'assujettissement de la classe ouvrière à des individus incapables, mais intéressés. Mais qu'il se méfie de ceux qui luttent caste contre caste, alors que nous, avec tous les prolétaires, nous voulons lutter classe contre classe, gouvernés contre gouvernants, esclaves contre maîtres. — Maurice Cestron.

MARSEILLE-GERMINAL

C'est devant 400 auditeurs environ que notre ami Douteau développa avec fougue et esprit ses inépuisables arguments contre la politique aux employés de la firme Staline-Moscou-Rome et Cie. A l'appel de la contradiction par le président de séance, aucun délégué du P. C. F. et de l'Eveché qui pourtant étaient avisés et invités par lettres recommandées, n'osa défendre leurs tactiques, comme ils disent — d'ailleurs indéfendables.

Ils furent fustigés par tout l'auditoire qui jugea ainsi de quel côté étaient les bourreaux de crânes, les professionnels du mensonge. Quelques camarades posèrent alors quelques questions, leur fut répondu avec amitié par notre ami Douteau. Sur la proposition d'un camarade, un ordre du jour fut adopté et expédié à l'ambassade d'Espagne pour protester contre le procès intenté à quatre militants anti-fascistes par le gouvernement dit républicain.

Il a été remis au camarade Douteau, par des amis anonymes, 50 fr. d'une part et 10 fr. de l'autre, 5 fr. du camarade Tili... pour la souscription du « Libertaire ». En résumé, bonne propagande, grand succès qui nous engage à persévérer et avec le concours de l'U. A. nous atteindrons bientôt de bons résultats.

Nous rappelons à tous nos amis et sympathisants que le Groupe Germinal se réunit tous les jeudis à 18 heures, au 18, rue d'Italie. Bibliothèque à la disposition des membres. Adhésions. Abonnements au « Libertaire ».

Les Amis de Berneri, pour l'anniversaire de sa mort, et le Groupe Germinal invitent les camarades et sympathisants à assister à la conférence publique de Théodore Jean, le samedi 21 mai, à 17 heures, rue d'Italie, 18.

NEVERS

Le Comité départemental du Rassemblement prolétaire avait organisé une réunion pour l'Espagne républicaine, la paix et la sécurité de la France.

Ce ne fut qu'une propagande bolcheviste honteuse, où il ne fut question que de Staline, Lénine, Négrin, Miaja ; que la Russie avait fait de l'intervention en faveur des républicains et que grâce à elle, les républicains avaient un avion russe à opposer à huit avions germano-italiens, etc.

Le député-maire de Bagneux nous a proprement écorchés, à tel point qu'un de nos camarades présent dans la salle voulut demander la parole pour situer les responsabilités. Eh bien ! le président de séance, le héros de Barcelone, le maître de Nevers, Gaullier, socialiste ! lui, refuse la parole (c'est ça la liberté de parole ?) comédiens !... On est fort, quand l'on est dans un pays relativement calme, mais le 19 juillet 1936, à Barcelone, il se sauvait à la légation de France, pour être vite rapatrié, le rétrovolutonnaire (avec la peau des autres). A cette

époque-là, nos camarades avaient besoin de docteurs, de médecins, d'infirmiers, lui il est renté tard-à-Nevers, car la mairie n'aurait pas marché sans lui et ses « combines » médicales aussi, car il est docteur, le brave, et à Nevers, c'est quelqu'un ; les méchants ne vont-ils pas dire qu'il est toujours en gueletons et à la chasse avec ses amis fascistes notoires, tels que le tenancier de l'Elysée-Montmartre, à Paris. Qu'il se le tienne pour dit : il y a à Nevers des hommes qui ne sont pas mûrs encore pour la dictature de Gaullier fasciste, socialiste, communiste.

NIMES

Conférence Douteau

C'est devant un public assez nombreux que notre camarade prit la parole, et sut intéresser l'auditoire. De la verve qui lui est coutumière et par son esprit critique, Douteau sut faire avec un humour qui ne lui sied pas mal, la part des responsabilités dans une guerre « serait-elle même antifasciste » et c'est ainsi que de l'extrême droite à l'extrême gauche, il fustigea de main de maître tous les hommes d'Etat et politiciens révolutionnaires, et sut attribuer à chacun la place qui lui convenait.

En résumé, bonne conférence d'où l'auditoire se retira satisfait. Comme d'habitude, l'appel à la contradiction resta sans échos. Aux ouvriers de comprendre !

Geux qui s'en vont

Notre jeune ami Roger Viens n'est plus. Atteint d'un implacable mal la mort vient de nous le ravir en pleine jeunesse. C'était un modeste et bon camarade.

Que sa bonne compagne affligée veuille trouver ici toutes nos condoléances et notre bien vive sympathie. — A. REPON.

HALTE A LA GUERRE

LA TOURNÉE DOUTREAU PAS S'ERA LES :

Samedi 21 mai à MONTPELLIER
Lundi 23 mai à SETE.
Mardi 24 mai à BEZIERS.
Mercredi 25 mai à NARBONNE
Jeudi 26 mai à COURSAN.
Vendredi 27 mai à PERPIGNAN.
Samedi 28 mai à LEZIGNAN.
Dimanche 29 mai à CARCASSONNE.
Mardi 31 mai à TOULOUSE.

Petite Correspondance

◆ Camarade ayant son permis poids lourds cherche à louer chauffeur, ou autre emploi n'importe quelle région. S'adresser à Moulyset, au « Lib. »

◆ Nous cherchons une machine à écrire portative, 4 rangées, bon état. S'adresser au journal.

Le coin des chômeurs

AUX CHOMEURS DU BATIMENT

Les organisations syndicales du bâtiment désireuses de faire quelque chose pour leurs corporants qui forment le plus fort contingent de chômeurs, surtout dans la région parisienne, ont jusqu'à aujourd'hui organisé des réunions pour protester contre la lenteur que mettent les Pouvoirs publics à apporter une quelconque amélioration à la situation des chômeurs et à l'ouverture des grands travaux, ou multiplié des démarches auprès des officiels afin d'obtenir à bref délai l'application des règlements qui régissent l'attribution de la propriété, l'hygiène des immeubles, ce qui aurait pour but de donner du travail à un certain nombre de chômeurs de nos corporations et particulièrement aux peintres.

Nous estimons que, aussi sincères et pleins de bonne volonté que peuvent être et être les militants et les démarches, articles, protestations, etc., en faveur des chômeurs, ça ne peut qu'avoir l'effet d'un emplâtre sur une jambe de bois.

Pour les chômeurs comme pour tout ce qui intéresse la classe ouvrière au point de vue revendicatif, il n'y a que l'action directe pour obliger à agir les responsables de la gestion du pays et les capitalistes qui manœuvrent dans la coulisse.

Aussi nous en appelons à la conscience de tous ceux qui pensent qu'il y a encore quelque chose à faire pour forcer la main à ceux que l'on considère comme responsables de la situation.

François Rose.

UNE MANIFESTATION DE CHOMEURS CHEZ HISPANO-SUIZA, A BOIS-COLOMBES, CONTRE LES 45 HEURES.

Mercredi 11 mai, le comité d'action des chômeurs fit une démonstration contre la sentence Jacomet, c'est-à-dire contre les 45 heures, en insistant auprès des ouvriers et ouvrières pour qu'ils refusent de s'y conformer tant que la crise de chômage persisterait.

Les sans-travail en appelèrent aux sentiments de classe des travailleurs de cette usine, signifiant que lorsque 80 d'entre eux faisaient une heure de plus par jour, c'était le pain de dix chômeurs qu'ils supprimaient et que de pareils actes étaient, qu'on le veuille ou non, une entrave à la liberté de travail des milliers de leurs frères de misère, jetés sur le pavé par la faute des capitalistes.

Ce ne fut pas l'avis d'une poignée d'inconscients qui, nous l'avons cru de prime abord, venaient des sièges de Doriot et de La Rocque. Ils se mirent à gueuler « Chômeurs professionnels », « Hélas ! la déception fut grande lorsque nous interpellâmes en nous disant : « C'est Brunau qui nous envoie ». Nous avions compris que ceux qui nous faisaient l'anathème, étaient ceux qui préconisaient l'unité et en plus, ils exigèrent des sans-travail leur carte de chômage.

De ce fait, nous remarquons que ces hordes adoptent les notions hitlériennes ou massoniennes sont ignorantes des réclamations sans cesse renouvelées de leurs frères en chômage.

1° Beaucoup d'entre nous ne sont pas inscrits au chômage, du fait, que le plafond reste le même qu'antérieurement ;

2° Certains n'ont pas le droit à la carte, leur

résidence dans le département étant ultérieure à 1935.

Ces deux justifications étant l'objet des interpellations de ceux qui prétendent les soutenir.

En plus, la prudence des chômeurs avait voulu qu'ils laissent leurs cartes chez eux, pour éviter que la force policière les leur enlève, ce qui entraîne les suites malheureuses qu'on connaît.

Les cotisations de la dernière heure sont dans l'ignorance des busés même du syndicalisme qui reposent sur la solidarité ; ils s'arrêtent à leur egoïsme personnel, qui est leur ventre, sans souci des souffrances morales et physiques qui atteignent les milliers de chômeurs.

Toutefois, ils furent assez mal jugés par une partie de leurs camarades.

Néanmoins, le comité d'action continuera sa lutte implacable pour aboutir à la suppression de la sentence arbitraire de Jacomet et d'empêcher toute dérogation à la loi de 40 heures car les chômeurs en ont assez de leurs allocations de misère et exigent malgré et contre tout leur droit au travail, c'est-à-dire leur rentée dans la production ».

O. Descamps.

UN CHOMEUR SE SUICIDE

Les grands quotidiens pourraient tenir une rubrique des chômeurs qui se suicident, il y en a suffisamment.

Ils ne le font pas, pourquoi ?

Parce que rien que ce seul divers condamne une société, leur société capitaliste.

Nous lisons dans le Peuple du 12 mai dernier que le nommé André Bourreau, du syndicat des transports, en chômage à la suite de la grève de cette corporation à Paris, s'est suicidé.

Nous ne fûrions pas l'acte de désespoir du malheureux, mais nous pensons que le bourreau n'est pas celui qui, par ironie du sort, porte ce nom, mais bien l'exploiteur, le dénommé Lafite, qui est impudiquement déclaré à ses victimes : « Vous pouvez vous présenter, mais vous ne travaillerez plus dans le transport. »

Nous pensons que les chômeurs qui nous lisent seront d'accord avec nous pour une action plus énergique pour réclamer et obtenir le droit à la vie.

François Rose.

COMMUNICATIONS DIVERSES

◆ Fédération du Bâtiment C. G. T. S. R., Comité National Fédéral. — Il se réunira le 21 mai à 15 heures au siège du S. U. B. de Carrières-sur-Seine.

Les délégués sont priés d'être très exacts. Ordre du jour très important. — Pour le Bureau Fédéral, l'un des secrétaires : J. Boudoux.

◆ Fédération Anarchiste Provoche. — Tous les camarades sont instamment priés d'assister à l'A. G. de la Fédération qui aura lieu le dimanche 22 mai à 9 h. 30 dans la salle du Petit Poucet, boulevard Dugommier, Marseille. Ordre du jour : 1^o Affiche contre la guerre ; 2^o Aide à apporter aux victimes du fascisme. — Le secrétaire.

◆ Libre Pensée de Versailles. — Le Groupe Science et Raison, organise sa sortie champêtre annuelle le 29 mai. Départ de Versailles rive droite, à 10 h., visite de l'Abbaye de Port-Royal et à midi 30, banquet fraternel, concours de chants. Retour par Gif, Orsay, Biviers, A Robinson, l'on dansera. Retour Versailles 20 h. 30. Prix de l'excursion, banquet compris : 35 fr. par personne, enfants 12 francs. Se faire inscrire avant le 25 mai au secrétaire, M. Ferdinand Henri, 28, rue Ste-Victoire, Versailles.

REUNIONS ET CONFERENCES DE LA SEMAINE

Paris III^e et IV^e JEUDI 19

A 20 h. 30, salle de l'Homme armé, 44, rue des Archives.

LA COMMUNE DE PARIS

Orateur : Pierre Maurelle.

Orly-Choisy-le-Roi VENDREDI 20

107, av. de Villeneuve-le-Roi.

LA PATRIE CE MENSONGE

Orateur : Aurèle Paterni.

Bicêtre Salle du bas de la mairie.

FEDERALISME ET ETATISME

Par un camarade du groupe.

Boulogne-Billancourt MARDI 24

50, av. des Moulineaux, chez Cuvilliers.

LES BASES SOCIALES DE L'ANARCHISME

Orateur : Frémont.

Paris V^e et VI^e MERCREDI 25

A l'Eglantine, 45, rue Mouffetard.

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateur : Pedron.

Paris XV^e 51, bd Lefebvre, Porte de la Plaine.

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateur : Frémont.

Paris III^e et IV^e Salle de l'Homme armé, 44, rue des Archives.

LES MARINS DE CRONSTADT

Orateur : Raoul Berthier.

Paris IX^e et X^e JEUDI 26

A 20 h. 45, 40, bd Bonne-Nouvelle, au Bar de l'Entracte.

LES BASES SOCIALES DE L'ANARCHISME

Orateur : Frémont.

CENTRE SYNDICAL D'ACTION CONTRE LA GUERRE

AUX TRAVAILLEURS SYNDICAUX

Un certain nombre de militants parisiens du Centre Syndical d'Action Contre la Guerre, réunis pour la première fois le 5 mai 1938, proclamèrent leur opposition totale à toute guerre entre les peuples.

Ils considèrent que si la guerre peut servir des intérêts capitalistes, elle accumule inéluctablement pour la classe ouvrière et paysanne : la ruine, la misère et la servitude.

Devant le développement du militarisme, qui s'accompagne de charges toujours plus lourdes, réduisant le pouvoir d'achat de tous les travailleurs, ces militants, fidèles à l'antimilitarisme prolétaire, dénoncent la politique de suicide de ceux qui acceptent ou encouragent toutes les mesures de surarmement du militarisme français.

Ils rappellent que le rôle essentiel du syndicalisme est de s'opposer, non seulement à la guerre, mais à toutes les campagnes chauvaines qui la préparent, à toute l'Union Nationale, qui se traduirait toujours par une défection du prolétaire sacrifié à des intérêts qui ne sont pas les siens.

Ils estiment qu'en régime capitaliste le devoir de la classe ouvrière est de peser de toutes ses forces sur ses gouvernants pour les obliger à réduire les risques de guerre et à rechercher les solutions pacifiques pour résoudre les différends qui peuvent surgir entre nations.

Ils rappellent encore que la mission de la classe ouvrière de tous les pays est de s'unir pour abattre le capitalisme fauteur de guerres et pour instaurer le régime prolétaire de justice et de liberté, seul capable d'assurer une paix durable à tous les peuples.

Mais ils constatent avec

Pas de
syndicalisme
sans unité
Pas d'unité
sans
indépendance

Le libéralisme syndicaliste

Vers le redressement

Ca ne va pas tout seul pour les colonisateurs. La tactique qui consistait, au cri : d' « Unité ! Unité ! » à s'emparer de toutes les directions syndicales, et à traiter les opposants de trotskys, diviseurs ou éléments irresponsables, a fait long feu. On s'accoutume à tout, même aux injures. Et les plus acharnés partisans de l'unité à tout prix ont fini par s'apercevoir que ce qui leur était présenté comme « unité », n'aboutissait en fait qu'à mettre la classe ouvrière sous la domination du Henlein à Staline, le courtier en librairie Maurice Thorez.

Il est certes des organisations qui n'ont jamais été colonisées. Parmi celles-là le syndicat des agents des P.T.T. Mais jusqu'ici la résistance avait été plutôt passive, tandis que maintenant elle se fait plus vive. Mieux, ces organisations ne se contentent pas de se défendre, elles passent à l'attaque. Au syndicalisme de collaboration, au syndicalisme se traînant à la remorque du Front populaire et des partis politiques, elles opposent un syndicalisme révolutionnaire et réalisateur, elles veulent que la C.G.T. redevienne ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : « La C.G.T. libre ».

C'est ce qu'a déclaré le Congrès de la Fédération Postale. C'est ce qu'il déclare encore avec plus de force le Congrès du Syndicat des Agents des P.T.T. La place nous manque pour parler des interventions de Bertin et de Fronty (entre autres). Nous nous contenterons de donner quelques passages de la résolution finale votée, résolution qui résume, du reste, les interventions les plus significatives.

Cette résolution votée par 36.742 voix contre 2.657 s'élève d'abord contre l'arbitrage et la conciliation obligatoires et contre cette duperie que l'on a baptisée : « Statut moderne du travail ».

Le Congrès attire l'attention du monde ouvrier sur les dangers d'une réglementation précise et impérieuse faisant du gouvernement l'arbitre souverain dans toutes les relations entre le salariat et le patronat.

Cette législation, sous un aspect parfois séduisant, tend, sous prétexte d'ordre et de paix sociale, à priver les classes laborieuses de leurs moyens naturels de défense et d'émancipation.

Parallèles mesures et interventions constituent entre les mains du gouvernement la possibilité de briser l'action revendicative, enlevant l'initiative aux organisations syndicales et les obligent à se

soumettre au verdict des surarbitres choisis par l'Etat.

Un tel réseau de textes entraîne toute action directe de la classe ouvrière organisée, la lie juridiquement à ses deux adversaires naturels : l'Etat et le patronat, et l'atteint dans sa combativité et dans son indépendance.

Au cours des débats, plusieurs orateurs, s'appuyant sur des exemples récents, ont montré que trop souvent les parlementaires, secrétaires de syndicat ou de fédération, ont obéi à la discipline de parti sans se soucier des décisions syndicales. Et le Congrès s'est élevé contre les cumuls :

Le Congrès proclame son attachement fervent à cette indépendance vis-à-vis du gouvernement et du patronat, comme son désir de voir respecter l'indépendance envers tous les partis politiques. Il demande que le cumul d'un mandat politique et d'un mandat syndical — trop souvent toléré malgré les décisions du Congrès Confédéral d'Unité de Toulouse — soit formellement interdit.

En ce qui concerne les rapports de la C.G.T. et du Rassemblement populaire, la résolution n'est pas moins nette. Elle dit ce que nous n'avons cessé de répéter ici-même : le Front populaire n'est qu'un cartel électoral dans lequel la C.G.T. n'a rien à voir :

Se référant à ces principes essentiels du syndicalisme, le Congrès demande à la C.G.T. de reprendre sa liberté totale vis-à-vis du rassemblement populaire qui a déçu les espérances du monde du travail et se montre incapable par sa constitution organique, de réaliser la transformation sociale indispensable.

Enfin, la résolution parle des dangers de guerre. Et elle en parle en des termes que nous n'étions plus habitués à entendre.

Le syndicalisme semblait sombrer dans un nationalisme exaspéré.

On ne parlait plus que de défense nationale, de grandeur du pays, d'union totale contre l'ennemi héréditaire, de quarante-cinq heures pour assurer la défense du sol, d'armements et de surarmements.

M. Thorez allait à Strasbourg « pour répondre à Hitler » ; la C.G.T. versait deux cent cinquante mille francs à l'emprunt de défense nationale et les travailleurs apprenaient la Marseillaise.

Les postiers ont pris position. Clairement, nettement, courageusement, ils se dressent face à la

politique chauvine. Voici le passage de la résolution votée, nous le répétons, par trente-six mille voix :

Le syndicalisme ouvrier français ayant repris sa physionomie propre, pour lutter plus efficacement et éviter le glissement dans l'Union sacrée, prélude de la mobilisation des consciences et de la guerre.

Le Congrès déclare solennellement qu'il est et restera toujours hostile à toutes les guerres et leur opposera un refus total.

La politique de surarmement, à laquelle la C. G. T. a donné son inopprimable adhésion, conduit le pays à la ruine et les peuples à la guerre. Bien loin d'assurer la sécurité, elle prépare la catastrophe dans laquelle sombrera la civilisation.

La paix de l'Europe ne peut pas être réalisée par l'écrasement d'une quelconque des grandes puissances européennes.

Les peuples, comme les individus, ont droit à la vie, qui ne se conçoit que dans la Justice.

Voici donc, enfin, un grand syndicat qui définit clairement sa position, et qui s'oppose résolument à tous les politiques qui infestent les syndicats. Il y avait déjà eu des oppositions à la ligne suivie actuellement par la C.G.T., oppositions individuelles ou de petits syndicats dont il était facile d'étouffer la voix, toutes les fédérations, toutes les grandes organisations, n'étaient pas encore colonisées mais aucune n'avait osé — dans la crainte de paraître diviser le mouvement ouvrier — s'opposer aux manœuvres du P.C.F. Aucune organisation ne s'était élevée contre le scandaleux marchandage des dirigeants du syndicat des métaux sacrifiant les quarante heures à l'ombre d'une augmentation.

Ce que nul n'avait fait, vient de l'être par le congrès des postiers.

Certes, les attaques ne leur manqueront pas. De l'extrême droite à l'extrême gauche, les politiques vont s'acharner sur eux.

Déjà M. Timbaut a commencé.

Ca n'a pas d'importance, car tandis que les postiers luttent pour rendre à la C.G.T. son indépendance, la lutte que mènent les Croix, Timbaut et autres naufrageurs, leur a valu les félicitations de Gustave Hervé.

Cela suffirait à montrer ceux qui ont raison.

CAM.

OPINIONS DE MILITANTS

A propos de vie chère

Ce que l'on ne veut pas, mais ce qu'il faut qu'il soit !

Que de fois a-t-il été dit et répété à mes camarades ouvriers, que si l'augmentation des salaires pouvait être pour eux, en régime capitaliste, un palliatif, elle ne saurait être une solution.

Combien de fois n'avons-nous pas lu dans la presse réactionnaire que l'augmentation des salaires ne pouvait qu'engendrer la hausse des prix et être la cause principale de la vie chère !

Est-ce à dire que ces deux affirmations tendent à se concilier et à amener les travailleurs à se désintéresser de ce qui, pour l'instant, semble être l'une de leurs principales revendications : l'équilibre de leur salaire ?

Mais je suis de ceux qui considèrent que le salaire n'est qu'un moyen d'assurer celui qui produit et qui pense qu'il n'est pas autre chose pour le travailleur que le prix de location de la machine humaine qu'il est alors, tout comme le prix de location de la machine outil qu'il manipule !

Pour moi, songer qu'un être humain qui participe physiquement et cérébralement à un effort, à une production, à une richesse quelconque et, en l'espèce, pour une part de travail à une richesse collective, dont comme consommateur il doit bénéficier, s'arrête au point de ne pas s'intéresser au résultat de cet effort, et à la richesse, ou pour préciser, au profit qui en résulte me paraît inconcevable !

Accepter, pour un ouvrier, pour un comptable, pour un technicien, cette absurdité que la hausse des salaires occasionne fatalement la hausse des prix et est la cause primordiale de la vie chère, sans même qu'il puisse savoir ce qu'on a produit par rapport à ces salaires, et comment en raison de la production acquise, on a établi le prix de vente de cette production entrant dans le coût de la vie, dépasse mon entendement !

Voilà encore aujourd'hui des hommes, ou en, au sens moral, se croient des hommes, ramper littéralement devant « leur maître » ou « patron », pour ne pas perdre ou pour améliorer leur « dû » journalier ; et se dire souvent « bien payés » et ne pas avoir à se plaindre de la « pitié » qu'ils reçoivent, sans qu'ils se rendent compte pourquoi et par rapport à quoi ils reçoivent leur pitance, me démonte littéralement !

Ne pas se dire que dans un prix de vente établi, s'il y a le salaire de l'ouvrier, la matière première et les frais généraux, il y a aussi le profit et que ce profit on ne le connaît pas.

Ne pas penser que c'est précisément ce profit que par tous les moyens on veut cacher ; que c'est ce profit-là, inconnu de tous (sauf du patron) qui pour la plupart du temps contribue à la hausse de la vie chère.

Et ne pas s'intéresser, par conséquent, à ce que peut bien être ce profit, cause de tout le mal, demeure véritablement inimaginable !

Comme si un homme (un patron), au milieu de 100, 1.000 ou plus encore d'ouvriers, d'employés, de techniciens, de « collaborateurs », enfin comme on aime à les qualifier pour leur donner sous forme de pommade le vernis qu'ils n'ont pas, pouvait à lui seul réaliser outre les prélèvements qu'il ne manque pas de s'attribuer les profits et même les surprofits qu'il s'octroie et qui constituent sa fortune !

Comme si le patron, partant de rien ou de presque rien, pouvait arriver à faire d'un atelier de quelques ouvriers une usine de centaines de travailleurs, sans avoir pour cela bénéficié seul du profit de leur production et s'être en fait accaparé l'usine qui n'est que le résultat, pour les quatre cinquièmes, de leur effort, ce qui revient à dire qu'en fait lorsque des ouvriers en grève occupent l'usine c'est leur usine qu'ils occupent et non pas celle dénommée alors propriété du patron !

A tout cela, il faut que nos camarades pensent.

Il faut qu'ils se disent qu'ils ont un droit de regard sur la production, par la participation qu'ils y apportent et qu'ils ont aussi celui d'en connaître avec les résultats : les profits !

Non seulement ils ont ce droit, mais ils ont le devoir, connaissant ces profits, de les limiter et surtout de les faire diminuer !

C'est en faisant diminuer les profits, c'est en les limitant et en exigeant la répartition entre tous ceux qui produisent, soit par la diminution de leur temps de travail, soit par la diminution des prix de vente, soit par tout autre moyen ou avantage au profit d'œuvres sociales par exemple, que les travailleurs parviendront à augmenter leur pouvoir d'achat ou leur bien-être, tout en faisant diminuer le coût de la vie !

Hors cela, rien à faire !

Mais ce contrôle des profits, cette répartition, on n'en veut pas, et personne ne tente, dans nos milieux politiques bien pensants, de le faire comprendre et de l'inculquer à ceux qui pourtant les permettent : les travailleurs !

Nous disons, nous, qu'il faut qu'on y arrive, qu'il faut que cela soit si l'on veut sortir de la pourriture économique dans laquelle nous sommes.

Ainsi, à ce moment-là, mais à ce moment-là seulement, pourrions-nous faire comprendre à nos camarades ouvriers que leur devoir est de produire et que celui qui ne produira pas s'avèrera comme un traître et un profiteur envers ceux qui travaillent pour une production commune à être la sienne deviendrait en fait ses exploités !

Lucien HAUTEMULLE,
de la C. E. des Syndicats
du Bâtiment parisien.

CERCLES SYNDICALISTES LUTTE DE CLASSE

Tous les camarades sont conviés d'assister à la conférence publique qui aura lieu le mercredi 25 mai à 21 heures, salle Albouy, 37, rue Albouy.

Ordre du jour :

1° La dernière grève de la métallurgie ; orateur : Bost, des Métaux.

2° Les décrets-lois et la situation des travailleurs ; orateur : Collinet, de l'Enseignement.

Pour assister à la conférence, tous les camarades doivent retirer les invitations au siège, 8, rue Legouvé.

Section des Peintres

Réunion du Cercle mercredi 25 mai à 17 h. 30, au siège, 8, rue Legouvé.

LE BUREAU.

La semaine syndicale

La semaine passée, deux événements se sont partagés le premier plan de l'activité syndicale : le meeting des Services publics et le Congrès de la Fédération Postale.

Ils nous incitent — le premier surtout — à constater une fois de plus la discordance qui préside à l'action des corporations de l'industrie privée, d'une part, et des corporations à statut, de l'autre. Nous nous souvenons qu'il y a peu d'années, dans la sombre période de défaites ouvrières qui va de 1921 à 1936, les fonctionnaires et employés des services publics furent presque seuls à lutter — parfois avec succès — contre l'offensive de la bourgeoisie. En regard des échecs répétés du prolétariat de l'industrie, des grèves « générales » sans grèves, dont la C. G. T. U. s'était fait une spécialité, quelques grotesques déclarations criminelles par des irresponsables, pour les buts politiques que l'on sait, et où l'organisation syndicale, affaiblie par la scission, faillit sombrer définitivement, nous n'avons pas oublié les luttes souvent victorieuses qu'engagèrent notamment les postiers, les T. C. R. P., les gaziers et combien d'autres ! C'était l'époque où, la dégringolade des salaires, le chômage et la crise aidant, la bourgeoisie et sa valetaille journalistique exploitaient jésuitiquement la misère ouvrière pour dresser les prolétaires de l'industrie privée contre les fonctionnaires, ces « trop payés » égoïstement cantonnés dans leur « stabilité d'emploi ». Trop souvent, hélas ! cette sale propagande réussissait à entretenir une atmosphère de méfiance et d'hostilité entre ouvriers et fonctionnaires ; tandis que ceux-ci restaient organisés, les ouvriers désertaient de plus en plus le quai, et il est notoire que, à la veille de l'unité, les travailleurs à statut constituaient les trois quarts des effectifs des deux C. G. T.

Aujourd'hui, renversement total ! Ce sont les ouvriers qui sont devenus les « trop payés ». Vous avez tous vu ces fameuses affiches jaunes dans lesquelles on prétendait établir un parallèle tendancieux entre les salaires des métaux et les traitements de certaines catégories de fonctionnaires. C'était, mais à rebours, la manœuvre classique de Jadis. Et il faut bien convenir que ces campagnes de division ne sont que trop facilitées par l'écart entre les salaires des uns et les traitements des autres (certaines catégories des services publics connaissent encore des salaires de début de 900 fr. par mois !)

A QUI LA FAUTE ?

Le sinistre gouvernement de Front Populaire a laissé derrière lui une immense déception. Il est visible aussi que l'amertume est plus grande encore chez les fonctionnaires que parmi les ouvriers. Et cela se conçoit aisément. A l'avènement du gouvernement des masses, les fonctionnaires, naguère si turbulents, semblent soudain frappés de paralysie totale. Ils refusent de se joindre à l'effervescence qui soulève la classe ouvrière en Juin. Ce n'est pas en vain qu'on a fait appel à leur « sagesse ». Ils s'appliquent avant tout à ne créer aucune difficulté à un gouvernement sur lequel ils fondent les plus grandes espérances. Le régime est terriblement ébranlé par les grèves. Si l'Etat, conseil d'administration de la bourgeoisie, flanche, tout est perdu.

En bien ! oui, si la bourgeoisie a conservé son pouvoir, si elle a pu maîtriser les grèves, si les mauvais bergers ont pu ramener le troupeau dans l'obéissance, c'est parce que, au milieu de l'effondrement général, quelque chose : l'Etat, a résisté à l'ouragan. Il a été la planche de salut de la bourgeoisie, le canot de sauvetage, la terre ferme au milieu des sables mouvants. Grâce à lui, elle a traversé la mauvaise passe sans trop de dégâts.

Aujourd'hui, le danger est passé. Sauvé, la bourgeoisie flaque à la porte les maquisards du 7 juin 36, valetaille dont elle n'a plus besoin. Elle a maintenant son Daladier.

Les travailleurs de la fonction publique s'aperçoivent maintenant, mais un peu tard, qu'ils ont été joués, indignement joués et trompés. Ils se rendent compte que tout ceci n'était qu'un beau fêve. L'alcool frelaté du Front Populaire a cessé de produire son effet léthargique. Le réveil est rude.

Une fois de plus, le prolétariat a été vaincu par sa division. Autrefois, les fonctionnaires étaient seuls à la bataille, et leurs victoires furent rendues précaires du fait de leur isolement au milieu d'une classe ouvrière passive et ostile. C'est le contraire qui se passe aujourd'hui, mais les mêmes causes produisent les mêmes effets. Et ce n'est pas beau.

Les fonctionnaires paraissent vouloir lutter. Tant mieux. Malheureusement, nous ne sommes plus en 1936. La classe ouvrière est découragée. Elle n'a plus le goût de la lutte. L'ère des défaites est ouverte. L'échec des métallurgistes, la brèche qu'ils ont laissée ouvrir dans les quarante heures portent des conséquences redoutables qui dépassent singulièrement l'importance de cette grève partielle.

Les travailleurs comprendront-ils enfin que toute bataille en ordre dispersé est une bataille perdue ? Comprendront-ils aussi qu'il ne suffit pas d'occuper les usines, si on laisse debout l'Etat autoritaire, avec son administration et son appareil de coercition ?

Il serait bon aussi que les fonctionnaires renouent une fois pour toutes à se fier aux belles promesses des charlatans politiques, à leurs flatteries grossières. Elles n'ont fait que trop de ravages chez les fonctionnaires, même parmi des syndicalistes dits « révolutionnaires ».

Les postiers ont tenu leur congrès à Vichy. Nous n'avons malheureusement, pour nous former une opinion, que le pâle compte rendu d'Eugène Morel. C'est bien peu. Du moins, nous avons pu nous convaincre que les P.T.T. sont restés heureusement rebelles à la stalinisation. L'important débat sur l'orientation a vu repousser la motion du bureau fédéral, qui était une acceptation plus ou moins déguisée de l'union sacrée. La majorité s'est prononcée sur la motion de la Commission, laquelle se décide contre les cumuls, contre la direction unique d'un parti et des syndicats, et pour l'indépendance du syndicalisme. Bravo !

Félicitons aussi le congrès de son attitude courageuse en faveur du camarade Garnier, du bâtiment de St-Etienne, emprisonné dans les circonstances que l'on connaît. Et prenons acte du dévouement de Raymond Bouyer, désapprouvant l'insertion dans LE PEUPLE de la protestation du congrès des P. T. T. (à la suite probablement d'un saxon de Frachon, Pauvre Bouyer !)

Marcel GENNEG.



DANS LA CHAPELLERIE

Maquignonnage patronal

Les ouvriers de la chapellerie subissent un nouvel assaut de la part du patronat.

Notre échelle mobile devait nous valoir une hausse des salaires de 7 % (communiqué officiel d'avril). Nos exploitateurs refusent de les payer, reniant leur signature, ce qui ne nous étonne pas. Pourtant, dans nos contrats collectifs, il est bien stipulé qu'ils s'engagent à payer toute hausse qui pourrait avoir lieu, comme nous-mêmes nous engageons à accepter une diminution de salaires en cas de baisse du prix des treize marchandises dont il est tenu compte.

Jusqu'à présent, tout allait pour le mieux ; aujourd'hui, ces « rigoles » reviennent tout, parlent de répression, de renouement au contrat. Ce qu'ils oublient c'est que nous pouvons les attaquer devant le conseil des prud'hommes, y demander la restitution des sommes volées sur les salaires. Ils perdront presque certainement, en vertu des engagements qu'ils ont signés (l'arbitrage pour les magasins de nouveautés en fait foi).

D'autre part, ils font fi de la force syndicale. Pourtant, notre assemblée générale nous donne la garantie que les chapeliers ne vont pas se laisser endormir par leurs exploitateurs, qu'ils sont prêts à passer à une action efficace si cela est nécessaire.

Si j'avais un conseil à donner à nos employeurs je leur demanderais celui de payer et de se tenir bien tranquilles sinon ils pourraient réveiller le vieux esprit anarcho-syndicaliste qui n'est pas mort chez nous et il pourrait peut-être leur en cuire...

Ce n'est pas parce que les ouvriers chapeliers travaillent presque en collaboration avec leurs patrons, du fait qu'ils sont employés dans de petites boîtes, qu'ils sont devenus les amis de la réaction et du capital. Une lutte de classe est constante chez nous et nous tenons à conserver intacte notre combativité malgré les essais de corruption.

Du président de la chambre syndicale patronale, je ne veux pas parler. Ses intérêts ne sont pas les mêmes que ceux des adhérents, c'est pourquoi ceux-ci ont tout à perdre à se laisser entraîner dans l'aventure où l'on essaie de les engager.

Jean RODE.

CHEZ LES PEINTRES

Où il est prouvé que le citoyen Arrachart est le responsable direct des événements de Saint-Etienne

Le cas Garnier a été évoqué au Conseil syndical des peintres. Sur une proposition de protestation contre son arrestation arbitraire, le secrétaire Campagnac parlant au nom de la Fédération, a répondu à peu près ceci : « Garnier mérite ce qui lui arrive, et lors même que ce n'est pas lui le meurtrier de Chauvriez, il est

le responsable moral ; et à ce titre, il doit en répondre devant la justice bourgeoise. La fédération ne peut prendre sa défense, car lorsqu'un camarade comme Garnier, qui est un violent, accepte un poste régional du bâtiment, il doit pouvoir maîtriser ses nerfs ».

Mais la raison véritable, pour laquelle la fédération laisse tomber Garnier, Campagnac l'a dit, c'est qu'à l'occasion d'un comité national, une vive altercation a eu lieu entre Arrachart et Garnier, qui sont de formation différente et ont une conception opposée du mouvement syndical.

C'est donc un procès de tendance que, à l'occasion des événements de St-Etienne, on veut faire à Garnier.

Et puisque l'on parle de responsabilité mobile, il est bon de rechercher exactement à qui elle incombe.

Lorsque le camarade Dummiert, membre de la Commission exécutive affirme que si l'on avait envoyé Cordier à St-Etienne, à la place du diviseur Labrousse, les choses se seraient arrangées, c'est que Cordier, vieux militant est connu pour sa modération et son esprit de conciliation. Comment se fait-il alors, qu'Arrachart ait substitué Labrousse à Cordier qui était désigné, sans avoir, ce dernier, si ce n'est pour jeter de l'huile sur le feu et créer des incidents. Et malgré la protestation énergique de Cordier, c'est Labrousse qui partit, avec des ordres formels d'Arrachart — car c'est un bon serviteur — de discréditer Garnier dans l'esprit des compagnons de St-Etienne. Toute la genèse de l'affaire est là.

Pour une question de tendance, on n'hésite pas à se transformer en indicateur de police et à fournir des arguments à la justice bourgeoise pour emprisonner Garnier. Lui en prison, on n'hésite pas à le salir, à le calomnier, alors que lui-même ne peut se défendre.

Eh bien, s'il doit y avoir une responsabilité morale à encourir, n'hésitons pas à affirmer qu'elle incombe entièrement au citoyen Arrachart, secrétaire général de la Fédération du Bâtiment.

Lorsqu'on accepte un tel poste de responsabilité, on doit avoir le courage de faire preuve d'un esprit de compréhension, de tolérance et de conciliation tel que le sectarisme politique étroit et borné doit disparaître.

Nous ne demandons pas que l'on colle 5 ans de prison à Arrachart, ce qu'a si généreusement réclamé pour Garnier, le diviseur Labrousse, mais il faut que tous les oppositionnels, quelle que soit leur tendance, se dressent contre l'injustice qui va se commettre.

Puisque le mouvement syndical n'est pas unanimement pour la libération de Garnier, militant syndicaliste !

Puisque l'extrême gauche domine toute l'affaire, n'hésitons pas à faire du cas Garnier, le procès de la liberté de pensée à l'intérieur des syndicats.

Et que tous les oppositionnels à la colonisation stalinienne se disent bien que si nous ne prenons pas position pour Garnier, demain ce

sera le tour d'un autre et d'autres encore, et que tous nous y passerons les uns après les autres.

C'est pour eux une question d'auto-défense, même si Garnier était mille fois coupable. Sous prétexte de responsabilité morale, il ne faut pas que les procès de Moscou fassent leur apparition en France.

Il est certain qu'on ne nous fusillera pas, les descendants de Voltaire ne le permettraient pas, mais il ne faut pas permettre que l'on puisse isoler des camarades qui ne sont pas dans la ligne actuelle du mouvement syndical dans une sorte de lazaret moral où il leur sera difficile d'en sortir pour se justifier devant la classe ouvrière.

Tous pour Garnier, car c'est l'honneur du syndicalisme qui est en jeu. — Latour.

AU CENTRE D'ACTION SYNDICALE DES LILAS

Manœuvres colonisatrices

Le mercredi 11 mai ait lieu chez Hallope l'élection de la commission exécutive syndicale des Lilas. Il y avait 31 candidats pour 14 membres à élire.

La C. E. sortante crut bon devoir présenter deux listes, une liste de propositions, une autre dite d'indépendants et, tenez-vous bien, une troisième liste ronéotypée circula dans la salle, celle dite d'unité qui comprenait les noms de trois camarades attachés à l'indépendance du syndicalisme. Ironie ! Sur quatorze membres qu'il y avait à élire, les onze autres étant plutôt attachés à coloniser la C. G. T. Mais alors plusieurs camarades protestèrent contre de telles manœuvres qui sont contre la démocratie syndicale et parmi eux (ceux qui protestèrent) plusieurs appartenaient au parti colonisateur. A ce moment, voyant que cela n'allait plus du tout comme ils le voulaient, la grosse caisse intervint en la personne de M. Simonin, conseiller général, municipal et responsable syndical en même temps qui présenta la liste d'unité (sic) comme une liste vraiment syndicaliste (resic) et demanda nettement (avec un air à la Staline) de voter pour cette liste (applaudissements de l'orchestre). Plusieurs camarades intervinrent contre ces méthodes dictatoriales, mais en vain l'orchestre battait son plein.

Le représentant de l'Union des Syndicats appuya la proposition Simonin en demandant de voter soit la liste de proposition, ou la liste d'unité, mais de ne voter en aucun cas pour la liste des 17 indépendants qui, d'après lui, était inutile.

Eh bien non ! elle n'aura pas été inutile, elle aura prouvé que quand les copains veulent faire du travail syndicaliste et non pas du travail politique, on les supprime bel et bien (pas comme à Moscou, mais ça yendra !).

Une minorité syndicaliste.